



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA
ONUDC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

UNAIDS/PCB(18)06.18
24 juillet 2006

**Rapport de la 18ème Réunion du
Conseil de Coordination du Programme
Genève, 27-28 juin 2006**

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1: Ouverture | 3 |
| 1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire | 3 |
| 1.2 Election du bureau | 3 |
| 1.3 Examen du rapport de la dix-septième réunion..... | 4 |
| 1.4 , 1.5 Rapports du Directeur exécutif et du Président du Comité des Organismes Coparrainants | 4 |
| 1.6 Rapport du Représentant des ONG | 9 |
| 2: Conclusions de la Rencontre de haut niveau en 2006 - faire avancer la riposte mondiale..... | 10 |
| 3: Efficacité de l'action multilatérale dans le domaine du SIDA..... | 12 |
| 4. Budget-Plan de travail intégré (BPTI): financement du rôle de l'ONUSIDA dans la riposte multilatérale..... | 15 |
| 5: Gouvernance de l'ONUSIDA : examen du fonctionnement du Bureau du CCP | 17 |
| 6: Points d'information..... | 17 |
| 6.1 Rapports financiers..... | 17 |
| 6.2 Déclaration du Représentant de l'Association du personnel de l'ONUSIDA (USSA) | 18 |
| 7: Prochaines réunions du CCP..... | 19 |
| 8: Autres questions..... | 19 |
| 9: Adoption des décisions, recommandations et conclusions..... | 19 |
| | |
| ANNEXE I | 20 |
| ANNEXE II | 51 |

1: Ouverture

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. La 18^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (CCP) s'est déroulée au Centre international de Conférences à Genève, en Suisse, les 27 et 28 juin 2006. La liste des participants est présentée à l'Annexe I.
2. L'ordre du jour provisoire de la réunion a été adopté, et l'ordre du jour détaillé, revu. Le président sortant du CCP, Carlos Antonio da Rocha Paranhos, Ambassadeur, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants.

1.2 Election du Bureau

3. Conformément aux modalités arrêtées, la Suède, précédente Vice-Présidente, est élue Présidente du CCP. La Thaïlande est élue Vice-Présidente, et l'Australie est élue Rapporteur.
4. Le CCP est informé que le processus d'élection des nouveaux représentants des Organisations non gouvernementales (ONG) n'est pas terminé. Les résultats seront communiqués au CCP à sa 19^{ème} réunion en décembre 2006.
5. Le Brésil se félicite de l'arrivée de la Suède à la présidence du CCP, déclarant que ce fut un honneur d'assumer cette présidence durant une période difficile, mais passionnante. Le Président sortant décrit certaines des réalisations majeures de l'ONUSIDA au cours de l'année écoulée : l'approbation par le CCP d'une nouvelle déclaration de politique en matière de prévention, et l'adoption de la Déclaration politique issue de la Rencontre de haut niveau sur le SIDA aux Nations Unies en juin 2006. Le Brésil précise ce qui est attendu du CCP : donner à l'ONUSIDA les orientations nécessaires pour que le Programme commun puisse assumer son rôle de leader de la riposte mondiale. Il est souligné qu'il importe de fonder les efforts de prévention sur des preuves valables. Le Brésil relève qu'il collabore avec le Chili, la France, la Norvège et le Royaume-Uni, pour élaborer un dispositif d'achat de médicaments, dont le lancement est prévu en Septembre, et qu'il prête assistance également à des initiatives de lutte contre le SIDA dans plus de 25 pays en Amérique Latine et en Afrique, dans l'optique d'offrir des antirétroviraux à 10 000 patients dans 35 pays.
6. Au nom de la Suède, Carin Jämtin, Ministre du Développement international, remercie le CCP de l'occasion qui lui est donnée d'assumer la Présidence, et remercie le Brésil de son travail au service du CCP. Le Président prend note de la résolution adoptée à la Rencontre de haut niveau, insistant tout particulièrement sur l'approbation des objectifs relatifs à l'Accès universel, et de la nécessité de relier la riposte au SIDA à la santé sexuelle et reproductive. Si cette Rencontre de haut niveau n'est pas parvenue à s'entendre sur un vocabulaire précis désignant les populations vulnérables, par contre la participation énergique de la société civile a remarquablement marqué le déroulement de cette rencontre. En conclusion, le Président rappelle l'enjeu de la riposte au SIDA : traduire les promesses en action concrète sur le terrain, en continuant d'insister fortement sur la prévention du VIH.

1.3 Examen du rapport de la 17^{ème} réunion

7. Le CCP approuve le rapport de la 17^{ème} réunion du CCP.
8. Le Président indique que le Bureau du CCP a étudié des stratégies pour imprimer une dynamique nouvelle aux débats du CCP. A cet égard, le Président explique qu'après l'examen de chaque point de l'ordre du jour, les décisions, recommandations et conclusions s'y rattachant seront affichées, et que le Président précisera au comité de rédaction les domaines sur lesquels il y a eu désaccord, offrant ainsi au comité un cadre de travail.

1.4, 1.5 Rapport du Directeur exécutif et du Président du Comité des Organismes coparrainants

9. Le Président indique que les Points 1.4 et 1.5 de l'ordre du jour seront étudiés ensemble, à commencer par le Rapport du Comité des Organismes coparrainants (COC), et que le CCP débattrà à l'issue de la présentation des 2 rapports.
10. S'exprimant au nom de M. Juan Somavia, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et Président du COC, M. Assane Diop (Directeur exécutif de l'OIT) rend compte de l'étonnement sincère de l'OIT devant l'efficacité du Programme commun et la volonté de ses membres de coordonner l'action. L'OIT salue la valeur des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion (GTT) pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA, et leur utilité dans le cadre des travaux pour concrétiser l'accès universel aux programmes de prévention du VIH, au traitement, aux soins et à l'appui. En ce qui concerne la mise en œuvre de ces recommandations, le Programme commun s'est notamment employé, durant l'année écoulée, à réaliser le consensus autour de la répartition des tâches, à mettre en place des équipes conjointes des Nations Unies et des dispositifs d'appui technique conjoint, et à faire adopter des politiques énergiques contre le SIDA sur les lieux de travail des Nations Unies. Tous les membres du Programme Commun se sont engagés en faveur de la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire, et de la mise en œuvre de la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA. Au nom des 10 Organismes Coparrainants, l'OIT demande au CCP de prendre acte du fait que les recommandations de la GTT contribuent de façon déterminante à la concrétisation de l'accès universel, de souscrire au plan d'appui technique de l'ONUSIDA proposé en tant que mécanisme de mise en œuvre des recommandations, et d'inciter les organismes bilatéraux et autres acteurs, ainsi que les institutions multilatérales, à se rallier totalement au processus de la GTT. Le COC demande également au CCP de plaider et de s'engager en faveur d'un financement durable pour la concrétisation de l'accès universel, et de reconnaître le caractère urgent de la mise en place d'interventions à fort impact, en s'efforçant tout particulièrement de répondre aux besoins des populations vulnérables.
11. Le Dr Piot (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) remercie le Brésil de l'impulsion et des orientations qu'il a données durant l'année écoulée, et déclare que la collaboration étroite entre l'ONUSIDA et le Brésil va se poursuivre. Le Dr Piot précise que 2005 a été l'année "la moins mauvaise" dans l'histoire de l'épidémie, mais que les petites victoires remportées à ce jour sont fragiles, et que toute auto-satisfaction ou hésitation pourrait être fatale. Le Dr Piot rappelle la parution du *Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA* en mai 2006, incluant des rapports de 126 pays et 30 rapports de la société civile. Il indique que la prévalence du VIH est en baisse dans un nombre croissant de pays sur presque tous les continents, et qu'à mi-2006, 1,5 millions de personnes bénéficient du traitement antirétroviral, contre 200 000 en 2001. Dans de nombreux pays, annonce le Dr Piot, la sexualité, le SIDA et la vie avec le VIH

deviennent des sujets de discussion courants, ce qui montre que de plus en plus de communautés à travers le monde sont désormais ouvertes au changement. Il évoque aussi la réalisation, par la communauté mondiale, de l'objectif financier consigné dans la Déclaration d'Engagement - fait unique dans les annales de la mobilisation des ressources du secteur du développement international. Le Dr Piot note cependant que la riposte à l'épidémie demeure insuffisante, puisque 11 000 nouveaux cas d'infection surviennent chaque jour.

12. La Rencontre de haut niveau a eu un effet retentissant qui élève la riposte mondiale à un niveau nouveau. A l'occasion de cette réunion, le système des Nations Unies a présenté un front uni, ce qui n'avait pas été le cas au moment de la Session extraordinaire sur le VIH/SIDA en 2001. Le Dr Piot déclare se faire du souci quant à la durabilité de la riposte mondiale, notant que la mobilisation de US\$ 20 milliards à US\$ 23 milliards chaque année d'ici 2015 pour financer la riposte mondiale, nécessite la mise en œuvre de mécanismes de financement novateurs.

13. Le Dr Piot déclare que le monde attend du Programme commun qu'il joue un rôle de leader dans la concrétisation de l'accès universel et dans la mise en œuvre du programme ambitieux défini dans la résolution adoptée à la Rencontre de haut niveau, qui demande, notamment, que l'ONUSIDA se serve des réunions thématiques du CCP comme d'un tremplin pour la coordination mondiale de la riposte au SIDA. En particulier, le Dr Piot indique qu'il est important pour l'ONUSIDA de prendre appui sur les consultations nationales afin d'établir des objectifs de résultat ambitieux, mais réalistes, d'ici à la fin de l'année 2006. Le Dr Piot note que le Programme commun s'est bien renforcé, soulignant en particulier les progrès de l'action des Nations Unies à l'échelon pays. Des plans communs de lutte contre le SIDA établis par les équipes conjointes des Nations Unies ont été mis en place dans 25 pays différents, avancée positive dont le Dr Piot déclare avoir vu la matérialisation lors d'un déplacement récent au Malawi. Le Dr Piot observe que les liens entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) se sont nettement renforcés, encore qu'il faille encore travailler pour capter les synergies potentielles entre ces organisations. Présentant le Programme commun comme un exemple "à la pointe" de réforme des Nations Unies, le Dr Piot déclare que l'ONUSIDA met en œuvre énergiquement la répartition des tâches convenue. Il note que le dispositif d'appui technique pour l'Afrique du Sud est opérationnel depuis décembre 2005, et qu'il y a eu de nets progrès dans le renforcement du suivi et de l'évaluation, notamment l'utilisation par plus de 90 pays du Système d'information sur la riposte des pays (CRIS).

14. Le Dr Piot précise que l'ONUSIDA apporte une aide conséquente aux pays pour le renforcement des efforts de prévention du VIH, conformément au document d'orientation politique relatif à la prévention approuvé par le CCP à sa 17^{ème} réunion en juin 2005. Il fait remarquer que la prévention n'est pas une activité à part, mais qu'elle fait partie intégrante de l'initiative pour l'accès universel. Parmi les faits marquants dans le domaine de la prévention, le Dr Piot évoque la prise en main encourageante du plaidoyer pour la prévention du VIH par les militants en faveur du traitement, ainsi que l'impulsion donnée par l'OMS et l'ONUSIDA pour la gestion des questions politiques compliquées concernant la circoncision des adultes masculins.

15. Le Dr Piot décrit plusieurs mesures prises par l'ONUSIDA afin d'améliorer sa propre efficacité et reddition des comptes, notamment la mise en œuvre d'un nouveau cadre de suivi des réalisations qui utilise un ensemble unique d'indicateurs de résultat. L'ONUSIDA applique résolument la politique de mobilité du personnel, expérimentant une nouvelle approche pour les rémunérations, et améliorant considérablement ses politiques et pratiques

concernant la lutte contre le VIH sur les lieux de travail des Nations Unies. En ce qui concerne l'emménagement du Secrétariat dans ses nouveaux locaux en septembre 2006, le Dr Piot indique que le Programme commun accueille avec satisfaction les dons d'œuvres d'art.

16. Le Dr Piot note que le Programme commun demande au CCP d'approuver à cette réunion un supplément budgétaire de US\$ 40 millions qui seront investis exclusivement dans l'appui à l'échelon pays, ainsi que l'utilisation d'un report de fonds de US\$ 20 millions pour financer diverses activités, telles que l'équipe conjointe d'appui à la résolution des problèmes, l'intensification de l'aide pour soutenir l'élargissement au niveau national des programmes de prévention et de l'accès au traitement, les dispositifs d'appui technique, le suivi des consultations nationales sur l'accès universel, et autres formes d'intensification de l'appui aux pays. L'ONUSIDA demande également au CCP d'approuver un investissement de US\$ 4 millions dans les systèmes d'information et dans la création d'une cellule de veille dans le nouveau bâtiment.

17. Le Dr Piot souligne la nécessité de se tourner vers les 25 prochaines années de lutte contre le SIDA, insistant tout spécialement sur l'obligation d'entretenir la dynamique au niveau politique et de faire travailler l'argent disponible. Pour garantir un financement suffisant sur le long terme, il est critique, selon lui, de ne pas perdre de vue le caractère exceptionnel du SIDA, tout en reliant mieux la riposte aux autres initiatives en faveur du développement. En outre, le Dr Piot déclare qu'il est vital de s'attaquer aux facteurs qui contribuent à la propagation de l'épidémie - inégalité homme-femme, stigmatisation et discrimination - , et d'accélérer les travaux de recherche et développement dans le domaine des vaccins et des microbicides anti-VIH.

18. Les membres du CCP accueillent favorablement les rapports du COC et du Directeur exécutif, et saluent le travail massif et constructif de l'ONUSIDA durant l'année écoulée. Un membre du CCP demande ce que le COC entend exactement par "appui du CCP aux interventions à fort impact", se déclare préoccupé par la lenteur avec laquelle la nouvelle politique de prévention est mise en œuvre, et invite l'ONUSIDA à définir un programme clair et hautement prioritaire pour les enfants affectés par l'épidémie. Le CCP demande à l'ONUSIDA de continuer de mettre fortement l'accent sur la prévention du VIH, et de nombreux membres du CCP insistent également sur la nécessité d'accorder une attention spéciale aux questions en rapport avec les femmes et les enfants. Un membre du CCP invite l'ONUSIDA à informer le CCP sur ses travaux dans le domaine du développement des vaccins et des nouveaux médicaments, et un autre demande si le nouveau bâtiment ne risque pas d'être trop onéreux pour le Programme commun. Un autre membre du CCP suggère de commander une autre évaluation indépendante du Programme commun. Les membres du CCP soulignent l'importance d'un renforcement de la coopération sud-sud, et nord-sud, en particulier dans le domaine de la prévention du VIH. Les membres du CCP déplorent le fait que le monde ne parvienne pas à développer de manière significative la prévention de la transmission mère-enfant. Notant l'urgente nécessité d'une action unifiée, un membre du CCP demande en quoi les futures orientations énoncées dans le rapport écrit du Directeur exécutif concordent avec les termes de la résolution récemment adoptée lors de la Rencontre de haut niveau. Les membres du CCP expriment leur déception devant le fait que la résolution de la Rencontre de haut niveau ne désigne pas avec des mots précis les populations vulnérables, et deux membres du CCP appellent à la prudence en ce qui concerne la recommandation d'intégrer la circoncision des adultes de sexe masculin aux programmes nationaux de prévention.

19. Une grande partie du débat du CCP tourne autour de l'importance de l'harmonisation et de la coordination. Les membres du CCP insistent sur la nécessité d'intégrer la lutte contre le SIDA aux activités en faveur du développement. En ce qui concerne la famille ONUSIDA, deux membres du CCP demande à l'OMS d'exposer plus clairement ses plans pour l'accès universel, et un autre membre du CCP demande un surplus d'information concernant la coordination des travaux de l'UNICEF avec le FNUAP et l'OMS. Les membres du CCP rappellent la nécessité d'une harmonisation des activités des donateurs bilatéraux. Un membre du CCP demande à l'ONUSIDA de convaincre les donateurs d'éviter d'apporter des restrictions à l'utilisation de l'assistance en matière de prévention. Le CCP insiste sur l'importance des efforts de l'OMS pour la surveillance de la résistance aux médicaments de l'infection à VIH. La Chine demande que soit corrigé le chiffre figurant dans le rapport du Directeur exécutif et concernant l'augmentation des ressources intérieures destinées à la lutte contre le SIDA, de façon à refléter avec exactitude l'engagement du gouvernement - ce chiffre est en fait de US\$ 100 millions. Bien que se rendant parfaitement compte de la nécessité d'un volume de ressources financières nettement plus conséquent, le CCP rappelle qu'il importe de gérer les problèmes de potentiel pour garantir l'utilisation optimale des fonds. Un observateur représentant du Fonds mondial déclare que l'ONUSIDA et le Fonds renforcent actuellement leur collaboration et leur partenariat, dans l'optique d'accélérer les efforts destinés à étendre la portée des programmes nationaux.

20. Le Dr Piot reconnaît que la production de matériels écrits présentant la nouvelle politique de prévention a pris quelque retard ; il précise toutefois que sur le terrain l'action va bon train. Il fait remarquer qu'il n'est pas simple du tout de s'entendre sur une répartition des tâches dans le domaine de la prévention : il faut demander à des Coparrainants de modifier des pratiques internes qui sont les leurs depuis très longtemps, et de mettre l'accent sur des secteurs programmatiques différents. La création d'un inventaire de preuves relatives à la prévention est en cours - l'examen de la base de preuves concernant la première des 15 interventions clés devant intervenir lors d'une session spéciale de la Conférence internationale sur le SIDA à Toronto en août 2006.

21. En ce que concerne les efforts du Programme commun pour gérer le problème de la féminisation croissante de l'épidémie, le Dr Piot indique que le PNUD a été désigné organisation responsable des questions sur les femmes, mais que la sexospécificité était une question transversale pour l'ONUSIDA. Il ajoute que la Coalition mondiale sur les Femmes et le SIDA a élaboré un programme d'action clair et que plusieurs donateurs ont récemment donné la priorité à des actions spécifiques destinées à gérer le problème de la violence sexuelle. Il note que des activités ont été tout spécialement définies pour l'intégration des travaux dans le domaine du SIDA à ceux dans le domaine du Développement, et pour les orphelins et les autres enfants vulnérabilisés par l'épidémie. Le Dr Piot fait remarquer que toutes les activités des Coparrainants à l'échelon pays ne figurent pas dans le Budget-Plan de travail unifié de l'ONUSIDA (BPTI), ajoutant que le prochain BPTI reflétera une réorientation générale des ressources vers les activités à l'échelon pays. Il explique que chaque coparrainant ayant son propre système de financement et ses propres modalités de fonctionnement, les incompatibilités rendent l'harmonisation problématique.

22. Pour ce qui est du nouveau bâtiment de l'ONUSIDA, le Dr Piot indique qu'en réalité, l'organisation va économiser de l'argent sur le long terme, grâce au prêt sans intérêts concédé par la Confédération Helvétique. Il ajoute qu'au jour de la réunion, les dépenses sont tout à fait conformes aux paramètres définis par le CCP, et qu'elles sont vérifiées chaque semaine à l'occasion de réunions auxquelles participent l'ONUSIDA, l'entreprise de construction, et

l'OMS. Mis à part un retard de cinq semaines dû à un hiver exceptionnellement froid, le projet suit le calendrier prévu.

23. Le Dr Piot affirme que l'ONUSIDA accueille toujours favorablement l'idée d'un examen complet de son travail, précisant que l'évaluation de 2000 sert encore de base de travail au Programme. L'ONUSIDA soumettra au CCP, à sa réunion de décembre, un bilan complet sur le SIDA et la sécurité. Centré auparavant sur l'armée, le travail de l'ONUSIDA dans le domaine de la sécurité s'étend désormais aux forces de maintien de la paix et aux forces armées nationales. En ce qui concerne l'harmonisation des autres documents sur les orientations futures décrites dans le rapport du Directeur exécutif, le Dr Piot déclare qu'il est important de rassembler ces documents en un tout à l'issue de la réunion du CCP.

24. L'OIT explique que la répartition des tâches au sein du Programme commun a été faite compte tenu des points forts et du mandat de chaque Organisme Coparrainant. L'UNESCO et l'OIT collaborent sur les activités s'adressant aux enseignants ; l'UNICEF, le PNUD et d'autres coopèrent sur les initiatives ayant trait au soutien des orphelins ; et la Banque mondiale et le PNUD travaillent ensemble sur la question de la réduction de la pauvreté. En réponse aux questions concernant ses projets relatifs à l'accès universel, l'OMS explique que l'élargissement du traitement fait partie intégrante de son plan à moyen terme. L'OMS rappelle également que l'Organisation a facilité la création d'un réseau mondial pour surveiller la résistance aux médicaments de l'infection à VIH. En ce qui concerne les enfants affectés par l'épidémie, le FNUAP considère comme une avancée positive le fait que de nombreuses organisations des Nations Unies travaillent sur ce problème, et que l'harmonisation à l'échelon pays se fasse sous l'égide des équipes conjointes et programmes d'action conjointe des Nations Unies dans les pays.

25. Le Dr Piot insiste sur la nécessité de mener de front l'expansion des initiatives contre le SIDA et le renforcement des systèmes de santé et des ressources humaines. Parce que le SIDA menace de faire basculer certains pays à revenu moyen durement touchés, dans la catégorie des bas revenus, il serait opportun - explique le Dr Piot - de changer le règlement du Fonds monétaire international et d'autres institutions multilatérales, afin de garantir l'offre d'un appui suffisant à la lutte contre le SIDA. L'ONUSIDA - précise-t-il - met fortement l'accent sur les droits humains, et le PNUD a été désigné organisation coordonnatrice dans ce domaine. En ce qui concerne la gestion des besoins des populations vulnérables, le Dr Piot déclare que ce domaine mérite un programme d'action clair. Il précise qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour mettre en œuvre les Trois Principes, soulignant qu'il importe que chacun se départisse de ses bonnes vieilles habitudes de travail, pour fonctionner comme une communauté internationale. Sur la question de la circoncision des adultes masculins, le Dr Piot annonce que les US National Institutes of Health envisagent de faire paraître les résultats préliminaires des essais cliniques en cours au Kenya et en Ouganda, et que l'ONUSIDA et l'OMS vont devoir se tenir prêts à offrir, le moment venu, des avis et recommandations techniques. Le Dr Piot est lui aussi d'avis que l'avancement des travaux est par trop insuffisant dans le domaine de la prévention de la transmission mère-enfant, ajoutant qu'en la matière, le monde est à la traîne, même dans certains pays qui s'emploient avec succès à élargir l'accès aux antirétroviraux. Evoquant le droit de chacun de connaître son statut vis-à-vis du VIH, le Dr Piot annonce la tenue d'une réunion, début juillet à l'OMS, qui portera sur l'amélioration du dépistage dans les lieux de soins, et qui tiendra compte du large éventail de problèmes qui s'y rattachent.

26. Le CCP reconnaît les progrès faits dans le domaine de la lutte contre le SIDA depuis la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2001, la nécessité

d'une riposte exceptionnelle, et l'importance des Trois Principes sur l'harmonisation et l'alignement, y compris la mise en œuvre des recommandations de la GTT. Le CCP fait siennes les orientations futures énoncées dans le rapport écrit du Directeur exécutif (UNAIDS/PCB(18)/06.2).

27. Le CCP prend note également des actions conjointes et synergiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, telles que résumées dans le rapport écrit du CCO au CCP (UNAIDS/PCB(18)/06.3). Le CCP approuve la mise en œuvre des recommandations de la GTT et l'intensification de l'appui technique aux pays, invite les organismes bilatéraux et les autres acteurs à collaborer avec les institutions multilatérales pour mettre en œuvre les recommandations de la GTT, et il reconnaît la nécessité d'un financement et d'interventions durables afin de répondre aux besoins des populations vulnérables, à mesure que les pays élargissent la portée de leur action pour concrétiser l'accès universel.

1.6 Rapport du Représentant des ONG

28. S'exprimant au nom des ONG, Mme Alena Peryshkina (AIDS Infoshare, Russie) demande au CCP de prendre acte du rapport des ONG, dans lequel elles expriment leur inquiétude quant au rythme de l'intensification dans le domaine de la prévention du VIH et du traitement. La représentante des ONG demande l'adoption d'un objectif de résultat de 10 millions de personnes sous antirétroviraux, dont 7 millions en Afrique. La représentante des ONG prie également l'ONUSIDA de se faire plus présent dans la région Asie/Pacifique et de renforcer sa collaboration avec la société civile. Reprenant les données de l'épidémie dans les diverses régions, la représentante des ONG demande à l'ONUSIDA de soutenir l'organisation d'une seconde conférence en 2007-2008 sur le SIDA en Europe orientale et Asie Centrale. La représentante des ONG souscrit à la recommandation préliminaire sur le renforcement de la participation de la société civile et invite l'ONUSIDA à décrire plus explicitement les mesures destinées à garantir la participation significative de la société civile et des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

29. Les membres du CCP accueillent favorablement le rapport des ONG, et félicitent la société civile pour l'efficacité de son plaidoyer et la qualité de sa prestation lors de la Rencontre de haut niveau. Un membre du CCP recommande que l'ONUSIDA évalue, sous l'angle de la prise en compte des questions sexospécifiques, 3-5 plans nationaux de lutte contre le SIDA, et rapporte ses conclusions au CCP. Il est proposé que les ONG démontrent officiellement en détail le plus apporté par la société civile à la riposte au SIDA. Un membre du CCP demande à l'ONUSIDA de préciser s'il a l'intention de renforcer sa présence dans la région Asie/Pacifique ; un autre exprime des doutes quant à la sagesse des objectifs de résultat préconisés par les représentants des ONG ; et un autre membre du CCP se dit déçu par le fait que le rapport des ONG n'ait pas accordé plus d'attention aux activités de la région Caraïbes. Le Conseil international des Organismes d'Entraide et de Lutte contre le SIDA (ICASO), ONG siégeant à titre d'observateur, note que de nombreuses ONG ont du mal à comprendre les structures des Nations Unies et à s'engager auprès d'elles. Répondant à l'intervention concernant la réalisation d'un inventaire des plus qu'apporte la société civile à la riposte au SIDA, ICASO déclare qu'il s'agit là d'un bon défi que la société civile doit relever, avis auquel la représentante des ONG se rallie.

30. Le Dr Piot confirme que l'idée d'une évaluation portant sur la sexospécificité de la riposte est bonne. En ce qui concerne la place de l'ONUSIDA dans la région Asie/Pacifique, le Dr Piot déclare qu'il attend avec intérêt des précisions à ce sujet, mais que le Programme

commun est déjà très actif dans cette région. Des efforts supplémentaires s'imposent pour intégrer totalement la participation actuelle de la société civile aux travaux du Programme commun.

31. Le CCP prend acte du rapport de la représentante des ONG.

2: Conclusions de la Rencontre de haut niveau en 2006 - faire avancer la riposte mondiale

32. Le CCP prend acte des efforts de l'ONUSIDA visant à promouvoir l'accès universel à des programmes exhaustifs de lutte contre le SIDA et à aider les pays à atteindre ce but. Le Dr Piot résume les conclusions d'un rapport écrit soumis au CCP sur "L'intensification pour l'accès universel" et les conclusions de la récente Rencontre de haut niveau sur le SIDA (UNAIDS/PCB(18)/06.5). Reprenant la directive de la dernière réunion du CCP, formulée à l'intention du Programme commun et relative à l'accès universel, le Dr Piot note que l'ONUSIDA a été le promoteur de plus de 100 consultations de pays et de 7 consultations régionales, destinées à recenser les obstacles et à formuler des stratégies relatives à l'accès universel. Il note que la question de la relance de la prévention du VIH est fréquemment revenue lors de ces consultations nationales.

33. Le Dr Piot explique que l'ONUSIDA doit prendre cinq mesures immédiates de suivi pour soutenir la mise en œuvre de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA issue de la Rencontre de haut niveau. Premièrement, l'ONUSIDA doit prôner et soutenir la définition d'objectifs de résultat nationaux, en particulier dans les pays à revenus bas et moyens, qui refléteront la volonté mondiale d'aller de l'avant pour concrétiser l'accès universel à des programmes exhaustifs de prévention, de traitement, de soins et d'appui d'ici 2010. Deuxièmement, le Programme commun doit satisfaire les Etats Membres en répondant à leur demande d'appui accru aux efforts nationaux visant à coordonner la riposte au SIDA : priorité qui suppose la finalisation d'un outil de reddition des comptes/d'une feuille de score pour mesurer l'alignement des partenaires sur les stratégies et buts nationaux. S'agissant de l'amélioration de la coordination à l'échelon mondial, le Dr Piot évoque en particulier le recours éventuel à des réunions thématiques du CCP ou à des réunions conjointes des hauts administrateurs de l'ONUSIDA et du Fonds mondial. Troisièmement, l'ONUSIDA doit renforcer son travail avec la société civile. Quatrièmement, l'ONUSIDA doit aider à mobiliser les ressources suffisantes pour la riposte au SIDA, notamment en analysant à plus long terme les besoins en matière de financement. Cinquièmement, l'ONUSIDA doit élaborer un cadre indiquant les mesures clés que chaque membre de la famille ONUSIDA doit prendre au titre du soutien à la mise en œuvre de la Déclaration d'ici à 2010, en utilisant le BPTI comme outil principal pour définir les plans de travail, mais en se projetant au-delà de chaque exercice biennal.

34. Le CCP débat longuement la proposition de reconvertir la réunion thématique du CCP en forum mondial de coordination. Plusieurs membres du CCP se prononcent en faveur de ce concept, tandis que d'autres considèrent que cette formule risque de supprimer la possibilité offerte par les réunions thématiques de traiter les problèmes nouveaux qui apparaissent. Suite à la proposition d'un membre du CCP d'approuver la création d'une Journée internationale du Dépistage du VIH, une grande discussion s'engage entre les membres du CCP, certains soutenant la proposition, d'autres exprimant leurs inquiétudes.

35. Le CCP prend acte de la Déclaration politique de la Rencontre de haut niveau, notant que l'accès universel y est défini comme principe directeur de toute l'action mondiale contre le SIDA. Il est avancé qu'une possibilité existe d'accélérer la dynamique en faveur de l'accès universel. Plusieurs membres du CCP se déclarent déçus par le fait que la déclaration ne mentionne pas certains groupes vulnérables. Un autre membre du CCP souligne la nécessité d'une répartition par sexe des objectifs de résultat nationaux, et demande de décrire en termes clairs le rôle de l'ONUSIDA pour l'intensification de la participation de la société civile.

36. A l'évocation du fait que l'ONUSIDA opère en vertu de plus de 80 mandats émanant du CCP, de l'ECOSOC et d'autres organes, il est jugé important de "tout déblayer" pour permettre à l'ONUSIDA de se concentrer sur son rôle de promoteur de l'accès universel.

37. Venant démontrer l'intérêt d'une intensification de la collaboration sud-sud, l'expérience positive de ces derniers temps en Amérique Latine est citée, tandis qu'un membre du CCP déclare qu'il importe d'aider les pays à tirer parti de la souplesse que permet l'Accord de l'Organisation mondiale du Commerce sur les Aspects des Droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), pour faciliter l'accès au traitement, et il approuve l'idée d'un dispositif international d'achat de médicaments. Plusieurs membres du CCP soutiennent la création de mécanismes de financement novateurs qui agiraient en dehors des circuits traditionnels d'aide officielle au développement.

38. Un membre du CCP constate avec préoccupation que les cinq actions prioritaires définies par l'ONUSIDA ne couvrent pas l'ensemble des volets essentiels de la lutte contre le SIDA, et prie l'ONUSIDA d'apporter un soutien de haut niveau aux gouvernements africain pour entretenir la dynamique régionale. Un membre du CCP suggère que l'ONUSIDA élabore une stratégie relative aux femmes face au SIDA. S'exprimer en tant qu'observateur, l'Afrique du Sud demande aux Coparrainants de se concentrer davantage sur la question de l'accès à des produits financièrement abordables, et déclare qu'il est capital qu'aucun plan national chiffré de lutte contre le SIDA ne soit privé des fonds nécessaires à sa mise en œuvre. Journalistes contre le SIDA, une ONG siégeant en qualité d'observateur, demande au CCP d'inviter l'ONUSIDA à collaborer plus étroitement avec l'Union Africaine pour soutenir les efforts en faveur de l'accès universel.

39. En réponse aux diverses interventions des membres du CCP, le Dr Piot insiste sur la nécessité d'un vrai forum de coordination nationale, et annonce que l'ONUSIDA proposera à la réunion thématique du CCP en décembre un système pour favoriser un dialogue mondial plus large. Le Dr Piot approuve les commentaires des membres du CCP sur l'importance de la définition d'objectifs de résultat et sur la nécessité d'une répartition de ces objectifs par sexe. Il déplore le fait que la riposte au SIDA ne soit pas intégrée aux efforts de développement, qualifiant de lacune majeure l'absence de lien entre ces deux domaines. Le Dr Piot note que l'ONUSIDA offre actuellement à l'Union Africaine un soutien large et varié, et que les grandes lignes d'une stratégie mondiale sur les femmes et le SIDA sont déjà en place. S'il est clair que les Nations Unies ne mettront jamais au point un nouveau vaccin ou un microbicide, le Dr Piot fait remarquer que le système des Nations Unies a quand même énergiquement soutenu cette cause, et il cite les travaux de l'année dernière sur les questions d'éthique dans le cadre des essais cliniques. Enfin, le Dr Piot déclare que la société civile peut contribuer de façon déterminante au "shadow reporting"(rapports alternatifs), mais qu'un surplus de ressources s'impose pour développer les potentiels au sein de la société civile.

40. Le CCP accueille favorablement la description des travaux constructifs de l'ONUSIDA en faveur de l'intensification de la prévention du VIH, et invite l'ONUSIDA à

poursuivre ses efforts pour que la prévention du VIH occupe à nouveau toute la place qui lui revient au sein des ripostes nationales, conformément au document de politique sur la prévention approuvé par le CCP à sa 17^{ème} réunion. Le CCP se félicite également des nouveaux engagements pris en vertu de la Déclaration politique de la Rencontre de haut niveau et de la réaffirmation de la volonté des Etats Membres par rapport à la Déclaration d'Engagement de 2001 sur le VIH/SIDA. Le CCP demande à l'ONUSIDA de renforcer son appui à la coordination de la riposte nationale des programmes nationaux de lutte contre le SIDA, dans l'esprit des Trois Principes, avec notamment l'élaboration d'un outil de reddition des comptes, à type de feuille de score, et le soutien aux évaluations nationales de l'alignement des partenaires, conformément aux recommandations de la Cellule mondiale de Réflexion. Réaffirmant le rôle coordonnateur du Secrétariat et des Coparrainants de l'ONUSIDA dans le cadre de l'appui à l'intensification des programmes nationaux exhaustifs, le CCP demande également à l'ONUSIDA, en consultation avec les membres du CCP, de faire rapport au CCP, à sa réunion de décembre 2006, sur les solutions envisagées pour renforcer la coordination mondiale des travaux sur le SIDA, notamment par le biais des réunions thématiques du CCP.

41. Le CCP demande à l'ONUSIDA de soutenir les efforts nationaux de définition, en 2006 et dans le cadre de processus transparents et impliquant l'ensemble des parties prenantes, d'objectifs de résultat nationaux ambitieux à l'intention des programmes exhaustifs de prévention du VIH, de traitement, de soins et d'appui. Le CCP demande à l'ONUSIDA : d'aider les pays à élaborer des plans nationaux chiffrés, et à améliorer le suivi et les comptes rendus des progrès nationaux ; de renforcer son engagement auprès de la société civile pour en garantir la participation totale, active et significative à la riposte au SIDA ; d'affiner sa méthode d'évaluation des besoins mondiaux en matière de ressources ; et de soutenir les efforts de mobilisation des ressources financières suffisantes pour les programmes de lutte contre le SIDA. Le CCP demande à l'ONUSIDA d'évaluer la valeur, sous l'angle sexospécifique, de trois à cinq plans nationaux de lutte contre le SIDA, et de soumettre au CCP à sa réunion de 2007, des directives techniques et des orientations pour gérer les questions sexospécifiques.

42. Le CCP demande également à l'ONUSIDA d'apporter un appui approprié aux initiatives de financement novatrices ; d'analyser d'ici décembre 2006 au plus tard le pour et le contre d'une Journée internationale du dépistage du VIH ; et de présenter au CCP à sa réunion de décembre 2006 un cadre visant à contribuer à la réalisation, au niveau national, des objectifs de la Déclaration d'Engagement et de la Déclaration politique de la Rencontre de haut niveau, notamment des stratégies pour une utilisation effective de la souplesse offerte par l'accord ADPIC. Enfin, le CCP demande à l'ONUSIDA d'analyser, en vue de la 19^{ème} réunion, toutes les tâches nécessitant une action qui émanent du CCP, et de formuler les recommandations appropriées pour le retrait et/ou le regroupement de ces tâches.

3: Efficacité de l'action multilatérale dans le domaine du SIDA

43. Le CCP prend note de l'avancement de l'application des Trois principes, notamment de la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de Réflexion. M. Michel Sidibe (Directeur du Département de l'Appui aux pays et aux Régions, Secrétariat de l'ONUSIDA) résume les conclusions d'un rapport écrit soumis au CCP sur l'harmonisation de l'appui à l'intensification de la riposte nationale (UNAIDS/PCB(18)06.6). Citant des exemples d'harmonisation en marche, il informe que la République Démocratique du Congo a organisé un système de coordination entre la Banque mondiale et le Fonds mondial, les deux

principaux financeurs des programmes de lutte contre le SIDA en RDC, et que les Ambassadeurs de la lutte contre le SIDA des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède ont conduit des missions en Zambie fortement axées sur les liens entre la riposte au SIDA et les efforts en faveur du développement. L'ONUSIDA a soutenu la participation plus intense de la société civile à la mise en œuvre des Trois Principes. Les conseils d'administration de tous les Organismes Coparrainants et le Conseil d'administration du Fonds mondial ont approuvé les recommandations de la GTT, et les différents Coparrainants ont également pris des mesures pour accélérer la mise en œuvre des recommandations de la GTT. Depuis que le Secrétaire Général, en décembre 2005, a donné pour consigne aux Coordonnateurs Résidents de créer des Equipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA, 25 équipes de ce type ont été créées.

44. Malgré les progrès importants, notamment grâce aux missions sur les Trois Principes effectuées dans plusieurs pays, M. Sidibe informe que dans de nombreux pays, les Trois Principes tardent à devenir réalité. En particulier, M. Sidibe précise que des efforts supplémentaires s'imposent pour améliorer l'harmonisation et l'alignement, notamment en ce qui concerne les partenaires bilatéraux, et qu'à cet effet, l'ONUSIDA élabore actuellement un outil d'évaluation de l'harmonisation (feuille de score) avec l'intention de soutenir les examens nationaux destinés à mesurer le degré d'harmonisation et d'alignement.

45. M. Sidi annonce que l'ONUSIDA propose au CCP une approche en quatre dimensions pour accroître l'appui technique offert et/ou gérer par le Programme commun :

- Réaffectation de ressources pour la lutte contre le VIH par chaque organisme coparrainant, pour apporter un soutien technique renforcé avec des ressources internes ;
- Aménagement plus rationnel des mécanismes d'appui technique ONUSIDA, notamment le Fonds d'accélération programmatique, qui achemine des Fonds à l'échelon pays par le biais du système des Coordonnateurs Résidents ;
- Mobilisation de ressources à l'échelon pays ; et
- Complément de fonds au niveau mondial pour l'appui technique, soit une enveloppe budgétaire supplémentaire de US\$ 40 millions, que les donateurs intéressés sont invités à financer.

Pour finir, M. Sidibe précise que la vaste majorité des fonds requis seront acheminés directement à l'échelon pays afin de financer l'apport d'appui technique.

46. Le Dr Nafis Sadik, Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies sur le SIDA en Asie, se félicite du haut niveau de soutien manifesté par les membres du CCP en faveur des Trois Principes, y compris la mise en œuvre des recommandations de la GTT. Elle déclare que la Rencontre de haut niveau a engendré un document remarquable et qu'à cette occasion la société civile a donné une impulsion extraordinaire et fait preuve d'un engagement hors du commun. Evoquant la tendance persistante de certains partenaires à s'en tenir à leur propre calendrier interne, le Dr Sadik insiste sur la nécessité de renforcer l'obligation redditionnelle eu égard à l'harmonisation et à l'alignement. Le Dr Sadik se dit consciente également du fait que les besoins des pays en matière d'assistance technique sont substantiels, et qu'il importe de gérer les dimensions sexospécifiques de l'épidémie.

47. Les membres du CCP félicite l'ONUSIDA pour l'impulsion qu'il donne afin de réaliser l'harmonisation et l'alignement à l'échelon pays. Notant la nécessité de changements culturels majeurs au sein des institutions gouvernementales et autres, le CCP déclare que la mise en œuvre intégrale des Trois Principes ne saurait se faire du jour au lendemain. A

l'évocation de l'érosion du potentiel national provoquée par l'épidémie dans les pays à forte prévalence, il est proposé de compléter l'assistance technique à court terme par des mesures à plus long terme afin de bâtir un potentiel national durable. Le CCP rappelle qu'il importe d'adapter les stratégies d'aide technique aux besoins de chaque pays.

48. Un membre du CCP demande si la création par l'UNICEF d'un groupe de travail sur les approvisionnements en antirétroviraux est conforme aux autres initiatives relatives aux achats, et prie également l'ONUSIDA d'expliquer de façon plus détaillée comment les US\$40 millions demandés seraient dépensés. Un autre membre du CCP propose que l'outil de reddition des comptes comporte des indicateurs qualitatifs, en plus des éléments de mesure quantitatifs.

49. Des membres du CCP évoque l'éventualité de tensions entre les programmes nationaux de lutte contre le SIDA et l'Instance de coordination nationale du Fonds mondial ; proposent un examen indépendant de la répartition des tâches ONUSIDA ; et soulignent la nécessité pour les Groupes thématiques des Nations Unies de parler d'une seule voix à l'ensemble des partenaires. La reddition des comptes *aux* pays est une nécessité autant qu'elle l'est *par* les pays, rappelle un membre du CCP, ajoutant que certains, au sein de la communauté internationale, ne prennent pas au sérieux les besoins des pays, ni même leurs opinions. Il est demandé d'expliquer le lien entre les Coordonnateurs Résidents, et les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays, et de décrire clairement les plans de l'OMS en faveur de l'accès universel. En ce qui concerne les plans nationaux et les mécanismes de coordination dans la plupart des pays, un membre du CCP remet en question la qualité de bon nombre de ces instruments.

50. L'intérêt potentiel de partenariats sous-régionaux est évoqué, avec un rappel du succès de l'Initiative des pays des Grands Lacs sur la SIDA. Un membre du CCP s'inquiète d'une éventuelle prolifération des mécanismes d'achat, et ajoute que l'élaboration d'un système d'achat commun dans cinq pays alliant les Etats-Unis, la Banque mondiale, et le Fonds mondial, pourrait servir de modèle pour mettre au point une méthode plus concertée d'apport d'appui technique aux pays. Il est demandé de décrire plus clairement les efforts faits pour renforcer le Fonds d'accélération programmatique.

51. S'exprimant au nom de la famille ONUSIDA, M. As Sy (PNUD) déclare que les Organismes Coparrainant ont pris au sérieux la mise en oeuvre des recommandations de la GTT ainsi que la répartition des tâches ONUSIDA. M. Sy note que chacun des Coparrainants a réaffecté des ressources internes pour renforcer l'impact de l'appui technique à l'échelon pays. L'Equipe mondiale d'appui à la mise en oeuvre (GIST) reçoit déjà un nombre croissant de demandes d'appui technique ; bon nombre des plus de 400 programmes subventionnés par le Fonds mondial, opérationnels dans plus de 100 pays, sont face à des goulets d'étranglement ralentissant la mise en oeuvre. L'OMS et l'UNICEF travaillent ensemble dans le domaine de la prévention de la transmission mère-enfant, et communiqueront bientôt leur stratégie commune relative à l'intensification ; cette stratégie définira clairement les fonctions et attributions de ces deux organisations. Au titre du suivi de la directive du Secrétaire Général des Nations Unies aux Coordonnateurs Résidents relative à l'action conjointe des Nations Unies à l'échelon pays, M. Sy informe que le Programme commun a donné des orientations à l'ensemble des bureaux de pays ainsi qu'aux Coordonnateurs Résidents, mais qu'il reste beaucoup à faire encore pour mettre entièrement en oeuvre dans tous les pays la planification conjointe pour la lutte contre le SIDA.

52. En réponse, M. Sidibe déclare que les interventions du CCP montrent clairement qu'une solide prise en main nationale de la riposte s'impose pour concrétiser l'accès universel. Il note également le souhait du CCP de voir l'ONUSIDA mettre en pratique la répartition des tâches, en tenant compte des points forts et mandats de chaque organisme. Quant aux tensions potentielles entre les conseils nationaux sur le SIDA et les Instances de Coordination nationale, M. Sidibe déclare qu'il est crucial qu'aucune institution ne cherche à remplacer, totalement ou en partie, l'autorité centrale des organes nationaux de coordination de la lutte contre le SIDA.

53. Le Dr Piot constate que les problèmes de longue date dans le domaine du développement continuent d'affaiblir la riposte au SIDA, ajoutant que le caractère exceptionnel de l'épidémie est l'occasion de venir à bout de points faibles incontestables, par exemple des difficultés rattachées à la gestion de la question du renforcement de potentiels limités. Il constate que le système des Nations Unies a bien avancé dans ses travaux de fusion et de coordination des initiatives d'appui technique, preuve importante de la marche en avant de la réforme des Nations Unies. Le Dr Piot invite les membres du CCP à manifester un engagement ferme en faveur de la coordination lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil du Fonds mondial et de chaque Organisme Coparrainant, et de rester fidèles à leurs positions devant les divers conseils d'administration.

54. Le CCP demande à l'ensemble des partenaires d'adhérer aux Trois Principes, y compris l'harmonisation de l'appui technique et financier aux programmes nationaux. Le CCP approuve la nécessité d'une participation plus énergique de la société civile à la mise en œuvre, d'une accélération des efforts pour mettre en œuvre les Trois Principes, et demande aux Coordonnateurs Résidents d'activer la mise en place dans chaque pays d'une Equipe conjointe des Nations Unies sur le SIDA, munie d'un programme commun d'appui et d'un budget global.

55. Le CCP approuve la proposition de l'ONUSIDA de lancer des initiatives complémentaires pour renforcer l'appui technique, notamment la mobilisation par l'ONUSIDA de US\$40 millions pour l'exercice 2006-2007. Le CCP recommande que les Organismes Coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA collaborent avec le Fonds mondial pour renforcer les liens, y compris mais pas seulement, l'équipe mondiale d'appui conjoint à la résolution des problèmes. Le CCP approuve l'expérimentation d'un outil d'évaluation de l'harmonisation à l'échelon pays dans plusieurs pays, dont les conclusions seront présentées au CCP à sa réunion de décembre 2006.

4: Budget-plan de travail intégré (BPTI) : Financement du rôle de l'ONUSIDA dans la riposte multilatérale

56. Le Dr Paul De Lay (Directeur, Suivi & Evaluation, Secrétariat de l'ONUSIDA) observe que le CCP, au moment de l'approbation du BPTI 2006-2007, a fait trois recommandations importantes pour améliorer le BPTI: premièrement, élaborer un cadre de suivi des réalisations ; deuxièmement, réaligner le BPTI de façon à concorder avec les meilleures données disponibles et à donner concrètement suite aux nouvelles initiatives ; et troisièmement, préparer le terrain pour disposer en 2008-2009 d'un BPTI amélioré.

57. Le Dr De Lay déclare que le cadre de suivi et d'évaluation des réalisations a permis d'harmoniser les systèmes de rapport des 10 Organismes Coparrainants et du Secrétariat, et que ce cadre va encore à l'avenir contribuer à améliorer l'élaboration et la présentation du BPTI. Le cadre assume trois aspects principaux : il suit l'effort collectif de l'ONUSIDA, au

moyen d'un nombre bien moindre d'indicateurs et de résultats clés que pour l'exercice précédent ; il insiste sur les évaluations conjointes, traduisant le caractère opportun d'un suivi plus en profondeur pour un programme plus mature ; et il sert le renforcement de l'utilisation des mécanismes internes de suivi et d'évaluation de chaque Coparrainant pour éclairer les efforts d'évaluation du Programme commun dans son ensemble.

58. Le Dr De Lay fait remarquer que le BPTI 2006-2007 a été finalisé avant la rédaction définitive des recommandations de la GTT, et avant l'arrivée de l'initiative d'Intensification pour l'Accès universel. Le BPTI a été révisé de façon à inclure ces nouvelles priorités. Pour financer ces activités, en particulier la Répartition des Tâches dans le cadre des recommandations de la GTT, un complément de fonds s'impose. Les US\$40 millions de supplément budgétaire demandé permettraient au Programme commun de procéder à l'intensification de l'action à l'échelon pays recommandée par la GTT. Ce financement viendrait en plus du budget de base du BPTI, et nécessite donc une activité à part de mobilisation de ressources..

59. En ce qui concerne le BPTI 2008-2009, le Dr De Lay note la nécessité d'accroître la flexibilité du BPTI, compte tenu de la nature évolutive de l'épidémie et de la riposte. Dans l'optique de créer un BPTI plus dynamique et adaptable, l'ONUSIDA étudie actuellement la façon dont les Coparrainants utilisent les fonds prévus dans le BPTI, et envisage de partir de ses conclusions pour élaborer un plan de transition qu'il soumettra au CCP à la réunion de décembre 2006.

60. Le CCP prend acte avec satisfaction du fait que le BPTI est de plus en plus centré sur l'échelon pays, et attend avec intérêt le plan de transition. L'ONUSIDA est invité à donner au BPTI un caractère plus synergique, et à faire en sorte que le plan biennal ne soit pas seulement un assemblage d'éléments apportés par chacun des composants du Programme commun. Un membre du CCP invite le Programme commun à éviter d'adopter, pour les évaluations, des systèmes de mesure trop complexes, et demande de mieux clarifier le lien entre le financement par le BPTI et les résultats clés définis pour les Coparrainants. Il est également avancé que le BPTI serait plus utile s'il prenait expressément en compte les fonds hors BPTI des Organismes Coparrainants pour la lutte contre le SIDA. Pour finir, un membre du CCP déclare voir dans le suivi financier prévu au titre du BPTI, un outil important pour éviter la corruption et les détournements de fonds.

61. En réponse aux interventions des membres du CCP, le Dr De Lay déclare que le BPTI s'est amélioré au fil des exercices biennaux et que l'objectif du Programme commun est d'intégrer les tous derniers enseignements au BPTI qui sera élaboré pour 2008-2009. Le Dr De Lay comprend le souhait qui s'exprime d'éviter de rendre le BPTI trop complexe, et précise que des efforts ont été faits, et seront encore faits, pour que ce document soit aussi facile à utiliser et aussi informatif que possible.

62. Evoquant la diversité des examens du prix initial de US\$166 millions pour le supplément d'appui technique demandé par la GTT dans ses recommandations, le Dr Piot informe que l'ONUSIDA s'est efforcé de soumettre au CCP un chiffre plus réaliste. Le Dr Piot indique que la ligne budgétaire supplémentaire demandée servira exclusivement à répondre aux besoins en matière d'appui technique qu'auront exprimés les pays eux-mêmes, et non pas à embaucher du personnel supplémentaire au siège, et que la mobilisation de ce supplément de fonds reste dans les limites du possible compte tenu de la tendance des revenus. Le prochain BPTI, poursuit le Dr Piot, sera encore plus centré sur le financement des activités à l'échelon pays.

63. Le CCP entérine le cadre de suivi et d'évaluation, approuve le projet de révision des résultats clés définis pour les Coparrainants et le Secrétariat, accepte l'amendement du BPTI 2006-2007, à savoir l'ajout d'une ligne budgétaire de US\$40 millions, et approuve l'approche proposée pour l'élaboration du BPTI 2008-2009.

5: Gouvernance de l'ONUSIDA : examen du fonctionnement du Bureau du CCP

64. En qualité de président sortant du CCP, le Brésil présente les conclusions d'un examen du Bureau du CCP (UNAIDS/PCB(18)/06.8), qui a été créé en 2004. Le Brésil demande que le CCP soutienne le maintien du Bureau du CCP.

65. Le CCP se déclare satisfait du travail du Bureau du CCP et du processus consultatif selon lequel son fonctionnement a été examiné. Il relève la nécessité de veiller à ce que les membres du CCP soient tenus régulièrement informés sur le travail de ce Bureau. Le CCP approuve le maintien du fonctionnement du Bureau, sans modification de son rôle, de ses fonctions, ni de sa composition.

6: Points d'information

6.1 Rapports financiers

66. Mme Kari Egge (Directrice, département Appui aux Programmes, Secrétariat de l'ONUSIDA) présente les rapports financiers concernant le Programme commun (UNAIDS/PCB(18)/06.9, UNAIDS/PCB(18)/06.10). Elle note que l'exercice 2004-2005 a été réussi sur le plan de la mobilisation des ressources, et elle annonce un solde de fonds de US\$ 121,7 millions à fin décembre 2005. Les fonds de 31 gouvernements ont représenté plus de 95% des revenus durant l'exercice précédent, le reste étant constitué par l'apport de la Banque mondiale, les intérêts sur le revenu, et d'autres petits dons. Les donateurs sont sincèrement remerciés pour le solide soutien financier qu'ils ont apporté au Programme commun. Mme Egge explique également que le Commissaire aux comptes indépendant a jugé irréprochable la gestion financière et les états financiers de l'ONUSIDA, et qu'il n'apporterait donc aucun autre commentaire à ses vérifications. Il est relevé que le Secrétariat a utilisé en 2004-2005 le même nombre d'employés pour traiter un nombre nettement plus élevé de transactions financières.

67. En ce qui concerne le BPTI actuel, Mme Egge note que des virements anticipés d'un montant de US\$ 60,3 millions ont été effectués à l'intention des Coparrainants, soit environ la moitié des montants dus au titre de l'exercice. Le Programme commun a reçu US\$ 67,3 millions de contributions depuis le début de l'année 2006, soit environ 17% des montants prévus dans le BPTI 2006-2007. Mme Egge explique que les propositions concernant le BPTI actuel sont de nature à garantir un report de fonds suffisant sur le BPTI 2008-2009.

68. Un membre du CCP revient sur la proposition qui est faite d'utiliser le supplément de fonds pour créer une cellule de veille dans le nouveau bâtiment du siège de l'ONUSIDA, et fait remarquer qu'il en existe déjà une à l'OMS. Le Dr Piot explique alors que le terme de "cellule de veille" ne traduit pas exactement le but recherché. Il s'agirait en fait d'une sorte d'interface multimédia, d'une structure au service d'une réponse rapide et de l'information stratégique. Autant dire qu'elle serait franchement différente de celle de l'OMS, qui est

utilisée principalement pour gérer les flambées de maladie. En réponse à la question d'un autre membre du CCP à propos du volume du report budgétaire, le Dr Piot explique qu'une grande partie des fonds destinés à financer le BPTI arrive en fin d'année, d'où la nécessité d'utiliser le système de report pour éviter l'interruption des opérations durant les premiers mois de l'année suivante, période où les contributions au BPTI sont limitées.

69. Le CCP prend acte du rapport financier et des comptes audités pour l'exercice 2004-2005, ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes indépendant et de l'information financière concernant l'actuel BPTI. Le CCP relève que "les Commissaires aux comptes indépendants ont conclu que les états financiers de 2004-2005 reflètent avec précision les comptes de l'ONUSIDA et qu'ils sont conformes au règlement financier ainsi qu'aux autorisations des organes délibérants". Le CCP approuve la proposition du Directeur exécutif d'utiliser US\$ 20 millions des fonds reportés de 2004-2005 pour couvrir les coûts des investissements supplémentaires dans les technologies de l'information et la collecte d'information, ainsi que pour des activités stratégiques prioritaires de l'Equipe mondiale d'appui conjoint à la résolution des problèmes, des Dispositifs l'appui technique de l'ONUSIDA, et pour financer l'appui du système des Nations Unies à l'intensification en vue de la concrétisation de l'accès universel. Enfin, le CCP invite officiellement les donateurs à verser les contributions à l'ONUSIDA aussi tôt que possible.

6.2 Déclaration du représentant de l'Association du personnel de l'ONUSIDA (USSA)

70. Mme Leyla Alyanak (présidente de l'USSA) explique que depuis l'année dernière, le personnel de l'ONUSIDA n'est plus représenté par l'Association du personnel de l'OMS, et qu'il a sa propre association du personnel. Elle note que les avantages et les conditions des employés varient souvent d'un pays à l'autre, et qu'une harmonisation en la matière s'impose, ce à quoi s'emploie l'Association du personnel. Mme Alyanak constate que la politique de mobilité du personnel de l'ONUSIDA représente une évolution majeure, et qu'il demeure important de donner la parole aux employés en ce qui concerne les questions de mobilité. Elle informe que plus de 100 employés séropositifs des Nations Unies à travers le monde sont membres de UN-Plus, et que, malgré la petite envergure de l'Association du personnel de l'ONUSIDA par rapport à d'autres organisations similaires du système des Nations Unies, plus de 90% du personnel de l'ONUSIDA a choisi d'en être membre. Enfin, elle déclare que les employés étaient actuellement lentement, mais sûrement, intégrés dans les processus décisionnels.

71. Le Dr Piot explique que le Secrétariat a travaillé pour que la participation du personnel, qui se résumait à des contacts informels, s'officialise par le biais de processus régularisés. En réponse à la question d'un membre du personnel concernant la satisfaction du personnel, Mme Alyanak explique qu'une enquête de satisfaction a été effectuée, dont les résultats pouvaient être communiqués au CCP. Le Dr Piot informe le CCP que plus de 90% des employés enquêtés s'étaient déclarés satisfaits de leur emploi au sein du Programme commun, même sil est vrai que diverses préoccupations se sont exprimées, notamment à propos du volume de travail et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie de famille.

72. Le CCP prend acte de la déclaration du représentant de l'association du personnel de l'ONUSIDA, et demande au Secrétariat de l'ONUSIDA de transmettre au Conseil les résultats de l'enquête effectuée auprès du personnel, ainsi qu'un rapport sur le suivi des préoccupations exprimées par le personnel.

7: Prochaines réunions du CCP

73. Le CCP décide que la prochaine réunion du CCP se déroulera en Zambie les 7 et 8 décembre 2006, et qu'elle consistera en une discussion des problèmes d'ordre pratique concernant la mise en œuvre à l'échelon pays, en insistant sur les Trois Principes, la GTT et l'intensification pour l'accès universel. En outre, il est décidé qu'en principe la 20^{ème} réunion du CCP aurait lieu les 26 et 27 juin 2007 à Genève, la 21^{ème} les 24 et 25 juin 2008 à Genève, la 22^{ème} les 9 et 10 décembre 2008 (lieu à confirmer), et la 23^{ème} les 23 et 24 juin 2009 à Genève..

8: Autres questions

74. Aucune autre question n'est soumise au CCP.

9: Adoption des décisions, recommandations et conclusions

75. Le CCP adopte la version finale des décisions, recommandations et conclusions de sa 18^{ème} réunion, lesquelles sont consignées dans l'Annex II.

76. Le Dr Piot remercie le CCP de ce débat particulièrement intense et riche.

77. La séance est levée.

ANNEX I

List of Participants/liste des participants

I. MEMBERS / MEMBRES

Member States – Etats membres

Australia – Australie

Mr Phillippe Allen
Director
Health and HIV/AIDS Task Forces
AusAID
GPO Box 887
Canberra ACT 2601
Australia

Tel.: +61 2 6206 4283
Fax: +61 2 6206 4864
E-mail: phillippe.allen@ausaid.gov.au

Mr Geoff Adlide
Counsellor (Development)
Permanent Mission of Australia
2 Chemin des Fins
CH – 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 799 91 08
Fax: +41 22 799 91 90
E-mail: geoff.adlide@dfat.gov.au

Bahamas

Dr Perry Gomez
Director, National AIDS Programme
Ministry of Health
P.O. Box N3729
Nassau
Bahamas

Tel.: +242 322 2839
Fax: +242 356 2893
E-mail: docgomez@batelnet.bs

Belgium – Belgique

M. Michel Lastschenko
Ambassadeur „SIDA”
Directeur adjoint
Cabinet Coopération
Ministère des Affaires étrangères
15 rue des Petits Carmes
1000 Bruxelles
Belgique

Tel.: +32 2 501 83 33
Fax: +32 2 501 35 97
E-mail: michel.lastschenko@diplobel.fed.be

Mme Françoise Gustin
Ministre conseiller
Représentant permanent adjoint
Mission permanente de la Belgique
58 rue de Moillebeau
C. P. 473
CH - 1211 Genève 19

Tel.: +41 22 730 40 00
Fax: +41 22 734 50 79
E-mail: francoise.gustin@diplobel.be

Mr David Maenaut
Counsellor, Flemish Government (Belgium)
Permanent Mission of Belgium
58 rue de Moillebeau
CH - 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 730 40 11
E-mail: david.maenaut@coo.vlaanderen.be

Mr Jaak Labeeuw
Medical Counsellor
FPS Foreign Affairs
External Trade and Development Cooperation
Karmelietenstraat 15

Tel.: +32 2 519 0877
Fax: +32 2 519 0683
E-mail: jaak.labeeuw@diplobel.fed.be

B-1000 Brussels

Mme Marie-Henriette Timmermans
Déléguée
Délégation Wallonie-Bruxelles
Mission permanente de la Belgique
10 rue François-Bonivard
CH – 1201 Genève

Tel.: +41 22 715 39 70
Fax: +41 22 715 39 75
E-mail: walbru.geneve@ties.itu.int

M. Predrag Grcic
Stagiaire
Délégation Wallonie-Bruxelles
Mission permanente de la Belgique
10 rue François-Bonivard
CH – 1201 Genève

Tel.: +41 22 715 39 70
Fax: +41 22 715 39 75
E-mail: walbru.geneve@ties.itu.int

Brazil – Brésil

H.E. Mr Carlos Antonio da Rocha
Paranhos
Ambassador
Alternate Permanent Representative
Permanent Mission of Brazil
Case postale 165
71 avenue Louis-Casaï
CH – 1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 09 69
Fax: +41 22 788 25 06
E-mail: cparanhos@mre.gov.br

Mr Paulino Franco de Carvalho Neto
Counsellor
Permanent Mission of Brazil
Case postale 165
71 avenue Louis-Casaï
CH – 1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 09 00
Fax: +41 22 788 2506
E-mail: mission.brazil@ties.itu.int

Ms Mariangela Batista Galvaõ Simaõ
Director
Brazilian AIDS Programme
Ministry of Health
SEPN 511 Bloco C
Asa Norte
CEP 70750-543
Brasilia-DF – Brazil

Tel.: +55 61 3448 8005/3448 8111
Fax: +55 61 3448 8224
E-mail: mariangela.simao@aims.gov.br

Mr Pedro Marcos de Castro Saldhana
Secretary
Permanent Mission of Brazil
Case postale 165
71 avenue Louis-Casaï
CH – 1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 09 55
Fax: +41 22 788 25 06
E-mail: saldhana@mre.gov.br

Mr Carlos Passarelli
Assistant Director
National Programme of STD/AIDS
Permanent Mission of Brazil
Case postale 165
71 avenue Louis-Casaï
CH – 1216 Cointrin

Tel.: +41 22 929 09 00
Fax: +41 22 788 2505
E-mail: mission.brazil@ties.itu.int

Ms Jacqueline Rocha-Côrtes
Head of International Cooperation Unit
Brazilian AIDS Programme
Ministry of Health
Av. W 3 Norte SEPN 511 – Bloco C
Asa Norte
CEP 70750-543
Brasilia-DF
Brazil

Tel.: +55 61 3448 8111/130
Fax: +55 61 3448 84588019
E-mail: jacqueline.cortes@aims.gov.br

China – Chine

Dr Qi Qingdong
Deputy Director General
Ministry of Health
1, Nanlu, Xizhimen Wai
Xicheng District
Beijing
China 100044

Tel.: +86 10 687 92275
Fax: +86 10 687 92279
E-mail: qiqd@moh.gov.cn

Dr Ding Baoguo
Deputy Director
Division of International Organizations
Department of International Cooperation
Ministry of Health
1, Nanlu, Xizhimen Wai
Xicheng District
Beijing
China 100044

Tel.: +86 10 687 92276
Fax: +86 10 687 92279
E-mail: dingbg@moh.gov.cn

Dr Yao Deming
Deputy Section Chief
Ministry of Health
1, Nanlu, Xizhimen Wai
Xicheng District
Beijing
China 100044

Tel.: +86 10 687 92375
Fax: +86 10 687 92514
E-mail: yaodm@moh.gov.cn

Congo, Democratic Republic of – République démocratique du Congo

S.E. M. Emile Bongeli
Ministre de la Santé
Président du Programme national
multisectoriel
de Lutte contre le SIDA
Boulevard du 30 juin
No. 4310 Kinshasa/Gome
République démocratique du Congo

Tel.: +243 99 89 99 055
E-mail: bongelien@yahoo.fr

M. Jean Lambert Mandjo Aholoma
Coordonnateur national a.i.
Programme national multisectoriel
de Lutte contre le SIDA
4 avenue Milambo
Q. Basoko, Cingaliema
Kinshasa
République démocratique du Congo

Tel.: +243 81 24 78 002
E-mail: jmandjo@yahoo.fr

Dr Augustin Okenge Yuma
Directeur
Programme national de Lutte
contre le SIDA
Ministère de la Santé
Croisement des avenues des Huileries
et Tombalbaye
Kinshasa
République démocratique du Congo

Tel.: +243 81 50 00 750
E-mail: aokenge@yahoo.fr

Czech Republic – République tchèque

Mr Jaroslav Jedlicka
National AIDS Programme Manager
National Institute of Public Health
Srobarova 48
100 42 Prague 10
Czech Republic

Tel.: +420 2 6708 2650
Fax: +420 2 6708 2532
E-mail: jaroslav.jedlicka@szu.cz

Mr Pavel Hrnčíř
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the Czech Rep.
17 Chemin Louis-Dunant
CH – 1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 910 38 10
Fax: +41 22 740 36 62
E-mail: pavel_hrncir@mzv.cz

Germany – Allemagne

Mr Franz-Josef Bindert
Deputy Director General for Infectious
Disease Control and Health Protection
Federal Ministry of Health
Am PropsthoF 78a
D – 53121 Bonn

Tel.: +49 228 941 1200
Fax: +49 228 941 4932
E-mail: franz.bindert@bmg.bund.de

Mr Ingo von Voss
Counsellor
Permanent Mission of Germany
28c Chemin du Petit-Saconnex
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 730 1248
Fax: +41 22 730 1285
E-mail: pol-2-io@genf.auswaertiges-amt.de

Mr Ralf Schroeer
Deputy Head of Division
UN General Assembly, Political,

Tel.: 49 30 5000 2825
Fax: + 49 30 5000 5 2825
E-mail: gf03-0@diplo.de

Health and Social Issues
German Federal Foreign Office
Werderscher Markt
Berlin
Germany

Dr Julia Katzan
Technical Adviser
German Technical Cooperation (GTZ)
Supra regional Project
AIDS Control in developing countries
Tulpenfeldstrasse 2
53115 Bonn
Germany

Tel.: +49 228 209 4620, mobile: +49 160 741 1424
Fax: +49 228 985 7018
E-mail: Julia.katzan@gtz.de

Grenada – Grenada

H. E. Ms Ann David-Antoine
Minister
Ministry of Health and the Environment
Ministerial Complex,
Botanical Gardens
Tanteen
St George's
Grenada

Tel.: +473 440 65 49
Fax: +473 440 41 27
E-mail: min-healthgrenada@spiceisle.com
or micana@spiceisle.com

India – Inde

Mr Vijay Kumar Trivedi
First Secretary
Permanent Mission of India
9 rue du Valais (6^{ème} étage)
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 86 86
Fax: +41 22 906 86 96
E-mail: smitavkt@hotmail.com

Italy – Italie

Mrs Lucia Fiori
Minister Plenipotentiary
Ministry of Foreign Affairs
Permanent Mission of Italy
10, Chemin de l'Impératrice
CH - 1292 Pregny

Tel.: +41 22 918 0820
Fax: +41 22 734 6702
E-mail: mission.italy@ties.itu.int

Ms Vincenza Russo
Expert
Permanent Mission of Italy
10, Chemin de l'Impératrice
CH - 1292 Pregny

Tel.: +41 22 918 0821
Fax: +41 22 734 6702
E-mail: vincenza.russo@esteri.it

Japan – Japon

Dr Soichi Koike
Deputy Director
International Affairs Division
Ministry of Health, Labour and Welfare
1-2-2 Kasumigaseki
Chiyoda-ku Tokyo
100-8916 Japan

Tel.: +81 3 3595 2404
Fax: +81 3 3501 2532
E-mail: koike-soichi@mhlw.go.jp

Dr Teiji Takei
Deputy Director
General Affairs Division
Ministry of Health, Labour and Welfare
Social Welfare and War Victims' Relief Bureau
1-2-2 Kasumigaseki
Chiyoda-ku Tokyo
100-8916 Japan

Tel.: +81 3 3595 2389
Fax: +81 3 3502 0892
E-mail: takei-teiji@mhlw.go.jp

Mrs Takako Tsujisaka
First Secretary
Permanent Mission of Japan
3 Chemin des Fins
CH - 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 717 3107
Fax: +41 22 717 3774
E-mail: takako.tsujisaka@ge-japan.ch

Kenya

Prof. Miriam Were
Chairperson
National AIDS Control Council
P.O. Box 61307
Nairobi

Tel.: +254 20 250 484
Fax: +254 20 2711072
E-mail: mwere@nacc.or.ke

Kenya

Dr Tom Mboya Okeyo
Counsellor, Medical
Permanent Mission of the Rep. of Kenya
1-3 avenue de la Paix
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 4050
Fax: +41 22 731 2905
E-mail: tom.mboya@ties.itu.ch or
tom.mboya@yahoo.com

Dr A.E.O. Ogwell
Head, International Health Relations
Ministry of Health
P.O. Box 30016
Nairobi
Kenya

Tel.: +254 20 271 7077
Fax: +254 20 271 5239
E-mail: ogwell@swiftkenya.com

Libyan Arab Jamahiriya – Jamahiriya Arabe Libyenne

Mrs Huda Gashut
Counsellor
Permanent Mission of the
Libyan Arab Jamahiriya
25 rue de Richemond
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 959 89 00
Fax: +41 22 959 89 10
E-mail: mission.libye@bluewin.ch

Dr Salem El Agheli
Head of Scientific Committee for
HIV/AIDS
Secretary of People's Committee
For Health and Environment
P.O. Box 13151 Medical School
Tripoli, Libya

Tel.: +218 21 463 0985, mobile: +218 91 211 6107
Fax: +218 21 360 8298
E-mail: salemalaghili@yahoo.com

Nepal – Népal

Dr Bishnu Prasad Pandit
Chief Specialist (Special class)
Ministry of Health and Population
Ramshah Path
Kathmandu
Nepal

Tel.: +977 985 10966 22/+977 14486 767
Fax: +977 14262 896
E-mail: drbishnu-Pandit@yahoo.com

H.E. Mr Gyan Chandra Acharya
Ambassador
Permanent Mission of Nepal
81 rue de la Servette
Geneva
Switzerland

Tel.: +41 22 733 26 00
E-mail: mission.nepal@bluewin.ch

Norway – Norvège

H. E. Mrs Sigrunn Møgedal
Ambassador HIV/AIDS
Ministry of Foreign Affairs
P.B. 8114
Oslo Dep
Norway

Tel.: +47 222 433 87
E-mail: simo@mfa.no

H.E. Mr Wegger Chr. Strømme
Ambassador
Permanent Mission of Norway
35 bis avenue de Budé
CH – 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 918 04 00
Fax: +41 22 918 04 10
E-mail: wcs@mfa.no

Mrs Turid Kongsvik
Counsellor
Permanent Mission of Norway
35bis avenue de Budé
Case postale 274
CH – 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 918 04 30
Fax: +41 22 918 04 10
E-mail: tjk@mfa.no

Mrs Monica Djupvik
Adviser
NORAD
P.B. 8034
0251 Oslo
Norway

Tel.: + 47 222 403 47
E-mail: monica.djupvik@norad.no

Mrs Toril Wanvik
Adviser
Ministry of Foreign Affairs
P.B. 8114
Oslo Dep Oslo
Norway

Tel.: +47 222 436 96
E-mail: toi@mfa.no

Russian Federation – Fédération de Russie

Dr Alexander Goliusov
Chief of the Department for the
Organization
Of HIV/AIDS Surveillance
Federal Service for Surveillance of Consumer
Rights Protection and Human Well-Being
Moscow Vadkovskiy Per, building 18/20
Russian Federation

Tel.: +7 499 973 1393
Fax: +7 499 973 3011
E-mail: goliusov@gsen.ru

Mr Anatoly Pavlov
Counsellor
Permanent Mission of the
Russian Federation
15 avenue de la Paix
CH – 1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 733 18 70
Fax: +41 22 734 40 44
E-mail: mission.russian@vtxnet.ch

Swaziland

H.E. Ms Thembayena Dlamini
Ambassador, Permanent
Representative
Permanent Mission of the
Kingdom of Swaziland
20 Route de Pré-Bois
Case postale 1802
CH – 1215 Geneva 15

Tel.: +41 22 799 41 71/72
Fax: +41 22 799 41 84
E-mail: swazimission-geneva@dsinets.ch

Dr Derek Von Wissell
National Director
National Emergency Response Council
on HIV/AIDS (NERCHA)
P.O. Box 1937
Mbabane
Swaziland H100

Tel.: +268 404 1708
Fax: +268 404 7300
E-mail: dvwi@nercha.org.sz

Sweden – Suède

H.E. Ms Carin Jämtin
Minister for International
Development Cooperation
Ministry for Foreign Affairs

Tel.: +46 8 405 5839
Fax: +46 8 723 1176
E-mail: carin.jamtin@foreign.ministry.se

10339 Stockholm
Sweden

H.E. Mr Lennarth Hjelmåker
Ambassador
Ministry for Foreign Affairs
Vasagatan 6-8
Stockholm
Sweden

Tel.: +46 8 405 1000
Fax: +46 8 723 1176
E-mail: lennarth.hjelmaker@foreign.ministry.se

H.E. Mrs Elisabet Borsiin Bonnier
Ambassador
Permanent Representative
Permanent Mission of Sweden
82 rue de Lausanne
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 908 08 00
Fax: +41 22 908 08 10
E-mail: elisabet.borsiin.bonnier@foreign.ministry.se

Mr Peter Weiderud
Political Adviser
Ministry for Foreign Affairs
10339 Stockholm
Sweden

Tel.: +46 8 405 2744
Fax: +46 8 723 1176
E-mail: peter.weiderud@foreign.ministry.se

Mr Bengt-Gunnar Herrström
Deputy Director
Ministry for Foreign Affairs
Department MU
Gustav Adolfs torg 1
SE-103 39 Stockholm

Tel.: +46 8 405 54 82
Fax: +46 8 723 11 76
E-mail: bengt_gunnar.herrstrom@foreign.ministry.se

Ms Eva-Charlotte Roos
Advisor
Swedish International Development
Cooperation Agency (Sida)
Sveavagen 20
Stockholm

Tel.: +46 8 698 40 40
Fax: +46 8 698 56 47
E-mail: eva.charlotte.roos@sida.se

Ms Lena Ekroth
Head, HIV/AIDS Secretariat
Sida
10525 Stockholm
Sweden

Tel.: +46 869 840 78
E-mail: lena.ekroth@sida.se

Mrs Harriet Pedersen
First Secretary
Permanent Mission of Sweden
82A rue de Lausanne
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 908 08 00
Fax: +41 22 908 08 10
E-mail: harriet.pedersen@foreign.ministry.se

Thailand – Thaïlande

H.E. Dr Chaiyong Satjipanon
Ambassador
Permanent Representative
Permanent Mission of Thailand
5 rue Gustave-Moynier
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 715 1010
Fax: +41 22 715 1000
E-mail: mission.thailand@ties.itu.int

Dr Suwit Wibulpolprasert
Senior Advisor on Health Economics
Ministry of Public Health
Tiwanond Road
Nonthaburi 11000
Thailand
Tel.: +662 590 1122
Fax: +662 591 8513
E-mail: suwit@health.moph.go.th

Mr Vijavat Isarabhakdi
Minister
Permanent Mission of Thailand
5 rue Gustave-Moynier
CH – 1202 Geneva
Tel.: +41 22 715 1014
Fax: +41 22 715 1000
E-mail: vijavat@gmail.com

Mr Surasak Thanaisawanyangkoon
Health Technical Officer
Department of Disease Control
Ministry of Public Health
Tiwanond Road
Nonthaburi 11000
Thailand
Tel.: +662 591 8411-12 ext. 20
Fax: +662 591 8413
E-mail: settha@gmail.com

Mrs Prangtip Kanchanahattakij
First Secretary
Permanent Mission of Thailand
5 rue Gustave-Moynier
CH – 1202 Geneva
Tel.: +41 22 715 1009
Fax: +41 22 715 1000
E-mail: prangtip@mfa.go.th

United States of America – États-Unis d'Amérique

H.E. Mr Jimmy Kolker
Ambassador
Assistant US Global AIDS Coordinator
US Department of State
SA-29 2nd Floor
2201 C Street, NW
Washington, DC 20522-2920
USA
Tel.: +1 202 663 2706
Fax: +1 202 663 2979
E-mail: kolkerj@state.gov

H.E. Mr Warren Tichenor
Ambassador
Permanent Mission of the United States
11 route de Prégny
CH – 1292 Chambésy
Tel.: +41 22 749 4300
Fax: +41 22 749 4880

Ms Roxana Rogers
Deputy Director, Office of HIV/AIDS USAID
Washington, D.C.
USA
Tel.: +1 202 712 0933
E-mail: rogers@usaid.gov

Mr David Hohman
Health Attaché
Permanent Mission of the USA
11 route de Prégny
CH – 1292 Chambésy
Tel.: +41 22 749 4623
Fax: +41 22 749 47 17
E-mail: hohmande@state.gov

Ms Guinnevere Roberts
Bureau of International Organization
Affairs
Foreign Affairs Officer
Department of State
Washington, D.C., 20520
USA
Tel.: +1 202 647 4196
E-mail: robertsge@state.gov

Mr Colin McIff
Multilateral Organizations Officer
Office of the US Global AIDS
Coordinator
US Department of State
SA-29 2nd Floor
2201 C Street, NW
Washington, DC 20522-2920
USA

Tel.: +1 202 663 3888
Fax: +1 202 663 2927
E-mail: mciffcl@state.gov

Cosponsoring Organizations – Organismes coparrainants

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

Dr Paul Spiegel
Senior HIV/AIDS Advisor
Technical Support Section
94 rue de Montbrillant
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 739 82 89
Fax: +41 22 739 73 71
E-mail: spiegel@unhcr.ch

United Nations Children's Fund (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Mr Thomas Franklin
Senior Programme Officer
3 UN Plaza
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 326 7023
Fax: +1 212 303 7954
E-mail: tfranklin@unicef.org

Ms Thilly De Bodt
Project Officer
3 UN Plaza
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 326 7453
Fax: +1 212 303 7954
E-mail: tdebodt@unicef.org

World Food Programme (WFP)
- Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Mr Jean-Jacques Graisse
Senior Deputy Executive Director
Via Cesare Giulio Viola 68-70
Parco di Medici
00148 Rome
Italy

Tel.: +39 06 6513 2001
Fax: +39 06 6513 3029
E-mail: jean-jacques.graisse@wfp.org

Ms Robin Jackson
Chief, HIV/AIDS Service
Via Cesare Giulio Viola 68-70
Parco di Medici
00148 Rome
Italy

Tel.: +39 06 6513 2562
Fax: +39 06 6513 2873
E-mail: robin.jackson@wfp.org

Mr Imadeldin Salih
Deputy Chief HIV/AIDS Services
Via Cesare Giulio Viola
00148 Rome
Italy

Tel.: +39 06 6513 3187
Fax: +39 06 6513 2873
E-mail: imad.osman-salih@wfp.org

United Nations Development Programme (UNDP)
– Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Mr Elhadj Amadou Sy
Director, HIV/AIDS Group
304 East 45th Street
Room FF 1028
New York, NY 10017, USA

Tel.: +1 212 906 6489
Fax: +1 212 906 5023
E-mail: elhadj.sy@undp.org

Ms Nadia Rasheed
Policy Specialist
304 E 45th Street
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 906 5052
Fax: +1 212 906 5023
E-mail: nadia.rasheed@undp.org

Mr Julian Fleet
Chief, HIV/AIDS Liaison Unit
11-13 Chemin des Anémones
CH – 1219 Chatelaine-Geneva

Tel.: +41 22 917 8866
E-mail: julian.fleet@undp.org

United Nations Population Fund (UNFPA)
– Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)

Mr Steve Kraus
Chief, HIV/AIDS Branch, TSD
220 East 42nd Street
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 297 5256
Fax: +1 212 297 4915
E-mail: kraus@unfpa.org

Ms Elizabeth Benomar
Technical Adviser
HIV/AIDS Branch, TSD
220 East 42nd Street
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 297 5249
Fax: +1 212 297 4915
E-mail: benomar@unfpa.org

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)
– Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC)

Mr Christian Kroll
Senior Coordinator and Global
Coordinator
HIV/AIDS Unit
Vienna International Centre
P.O. Box 500
1400 Vienna
Austria

Tel.: +43 1 260 60 5143
Fax: +43 1 260 60 75143
E-mail: christian.kroll@unodc.org

Ms Monica Beg
Advisor, HIV/AIDS Unit
Vienna International Centre
P.O. Box 500
1400 Vienna
Austria

Tel.: +43 1 260 60 4662
Fax: +43 1 260 60 74662
E-mail: monica.beg@unodc.org

International Labour Office (ILO)
- Bureau International du Travail (BIT)

Dr Sophia Kisting
Director ILO/AIDS
UNAIDS Global Coordinator
4 route des Morillons
CH – 1211 Geneva 22

Tel.: +41 22 799 62 97
Fax: +41 22 799 63 49
E-mail: kisting@ilo.org

Mr Assane Diop
Executive Director, Social Protection
4 Route des Morillons
CH – 1211 Geneva 22
Tel.: +41 22 799 61 40
Fax: +41 22 799 61 57
E-mail: diop@ilo.org

Ms Claire Mulanga
Senior Technical Specialist, ILO/AIDS
4 Route des Morillons
CH – 1211 Geneva 22
Tel.: +41 22 799 82 27
Fax: +41 22 799 63 49
E-mail: mulanga@ilo.org

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
– Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Mrs Mary Joy Pigozzi
Director
Division for the Promotion of
Quality Education,
UNESCO Global Coordinator for
HIV and AIDS
7 Place de Fontenoy
F – 75352 Paris 07 SP
Tel.: +33 1 45 68 10 99
Fax: +33 1 45 68 55 16
E-mail: mj.pigozzi@unesco.org

Mr Christopher Castle
UNESCO Focal Point for HIV and AIDS
7 Place de Fontenoy
F – 75352 Paris 07 SP
Tel.: +33 1 45 68 09 71
Fax: +33 1 45 68 55 16
E-mail: c.castle@unesco.org

Mr Mark Richmond
Director a.i., Coordination of UN Priorities
7 Place de Fontenoy
F – 75352 Paris 07 SP
Tel.: +33 1 45 68 14 38
Fax: +33 1 45 68 55 16
E-mail: m.richmond@unesco.org

World Health Organization (WHO)
– Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Dr Anders Nordström
Acting Director-General
20 avenue Appia
CH 1211 – Geneva 27
Tel.: +41 22 791 23 66
Fax: +41 22 791 48 46
E-mail: nordstroma@who.int

Dr Anarfi Asamoah-Baah
Assistant Director-General, HIV/AIDS,
Tuberculosis and Malaria
20 Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Tel.: +41 22 791 2787
Fax: +41 22 791 4896
E-mail: asamoabaaha@who.int

Dr Teguest Guerma
Associate Director
20 avenue Appia
CH – 1211 Geneva 27
Tel.: +41 22 791 1026
Fax: +41 22 791 1575
E-mail: guermat@who.int

Dr Kerry Kutch
External Relations Officer
20 avenue Appia
CH – 1211 Geneva 27
Tel.: +41 22 791 2191
Fax: +41 22 791 4834
E-mail: kutchk@who.int

The World Bank – Banque mondiale

Mr Jonathan Brown
Operations Adviser
1818 H Street, NW
MSN G8-802
Washington, DC 20433
USA
Tel.: +1 202 473 2469
Fax: +1 202 522 1252
E-mail: jbrown3@worldbank.org

Ms Elizabeth Mziray
Operations Analyst
1818 H Street, NW
MSN G8-802
Washington, DC 20433
USA

Tel.: +1 202 458 7036
Fax: +1 202 614 0240
E-mail: emziray@worldbank.org

**Representatives of Nongovernmental Organizations/People Living with HIV/AIDS
– Représentants des Organisations non gouvernementales/Personnes vivant
avec le VIH/SIDA**

Africa – Afrique

Ms Asunta Wagura
Executive Director
Kenya Network of Women with AIDS
(KENWA)
City Gate House, 2nd floor
Muranga Road
P.O. Box 10001
00100 Nairobi
Kenya

Tel.: +254 20 676 6677/+254 72 138 6921
Fax: +254 20 676 0970
E-mail: kenwa@wananchi.com

Ms Mary Balikungeri
Director
Rwanda Women's Network
P.O. Box 3157
Kigali
Rwanda

Tel.: +250 58 36 62
Fax: +250 58 36 62
E-mail: rwawnet@rwanda1.com

Asia and Pacific – Asie et Pacifique

Ms Rachel Ong
Advisor
Asia Pacific Network
of People Living with HIV/AIDS
c/o UNAIDS Office
1-162 Tayuan Diplomatic Office Building
14 Liangmahe Nanlu, Dongwai Dajie
Beijing 100600
China

Tel.: +86 10 632 96 911
Fax: +86 10 632 96 911
E-mail: rachel.ong.pcb@gmail.com

Mr Bhawani Shanker Kusum
Secretary and Executive Director
Gram Bharati Samiti (GSB)
Amber Bhawan
Amber 303 101
Jaipur
India

Tel.: +91 141 253 02 68
Fax: +91 141 253 07 19
E-mail: gbsbsk@sancharnet.in

Europe

Ms Alena Peryshkina
Director
"AIDS Infoshare"
1st Dorozhnyi proezd 9/10 office 350
P.O. Box 15
Moscow 117545
Russia

Tel.: +7495 381 2839/382 62 32
Fax: +7495 381 2839/382 66 40
E-mail: alenajhu@yandex.ru;
alena@infoshare.ru

Mr Paulo Vieira
Member
European Youth Network on Sexual and

Tel.: +351 966 591 751
Fax: +351 214 905 427
E-mail: paulojvieira@gmail.com

Reproductive Rights - YouAct
Estrada Militar no. 12
Venda Nova
2700 Amadora
Portugal

Latin America/Caribbean – Amérique Latine/ Caraïbes

Ms Sandra Batista
PCB NGO Alternate
Latin American Harm Reduction Network
Padre Anchieta 1007/31
Curitiba
Brazil 80120-240
E-mail: sandrabatista@grupohumanar.com.br

Tel.: +55 41 9615 0400
Fax: +55 41 3336 3446

North America – Amérique du Nord

Mr Michael O'Connor
Executive Director
Interagency Coalition on AIDS
and Development
1 Nicholas Street # 726
Ottawa ON K1N 7B7
Canada

Tel.: +613 233 7440
Fax: +613 233 8361

E-mail: moconnor@icad-cisd.com

II. OBSERVERS - OBSERVATEURS

Member States - Etats membres

Algeria – Algérie

Mlle Dalal Soltani
Secrétaire diplomatique
Mission permanente de la République
algérienne démocratique et populaire
308 Route de Lausanne
CH – 1293 Bellevue

Tel.: +41 22 959 84 84
Fax: +41 22 7674 30 49

Angola

Ms Sandra Neto de Miranda
Assistant
Permanent Mission of Angola
45-47 rue de Lausanne
CH – 1201 Geneva

Tel.: +41 22 732 30 60
Fax: +41 22 732 30 72
E-mail: daminga@hotmail.com

Argentina – Argentine

Ms Alicia Beatriz de Hoz
Minister
Permanent Mission of Argentina
10 Route de l'Aéroport
Case postale 536
CH - 1215 Genève 15

Tel.: +41 22 929 86 00
Fax: +41 22 798 59 95
E-mail: mission.argentina@ties.itu.int

Austria – Autriche

Mme Christina Kokkinakis
Ministre plénipotentiaire
Mission permanente d'Autriche
35-37 avenue Giuseppe Motta
CH – 1202 Genève

Tel. +41 22 748 20 48
Fax: +41 22 748 20 40
E-mail: christina.kokkinakis@bmaa.gv.at

M. Helmut Friza
Attaché (Santé)
Mission permanente d'Autriche
35-37 avenue Giuseppe Motta
CH – 1202 Genève

Tel. +41 22 748 20 48
Fax: +41 22 748 20 40
E-mail: helmut.friza@bmaa.gv.at

Belarus

M. Andrei Molchan
Conseiller
Mission permanente de la République
du Bélarus
15 avenue de la Paix
CH – 1211 Genève 20

Tel.: +41 22 748 24 50
Fax: +41 22 748 24 51
mission.belarus@ties.itu.int

Botswana

Mrs Mercy S. Matlho
Counsellor
Permanent Mission of the Republic
of Botswana
80 rue de Lausanne
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 10 60
Fax: +41 22 906 10 61
E-mail: mmatlho@gov.bw

Mr Myron Bonang
First Secretary
Permanent Mission of the Republic
of Botswana
80 rue de Lausanne
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 10 60
Fax: +41 22 906 10 61
E-mail: mbonang@gov.bw

Bulgaria – Bulgarie

Ms Dessislava Parusheva
Second Secretary
Permanent Mission of Bulgaria
16 Chemin des Crêts de Pregny
CH – 1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 798 03 00
Fax: +41 22 798 03 02
E-mail: d.parusheva@mission-bulgarie.ch

Burkina Faso

Mr Téné Elise Balima-Djima
Attachée d'Ambassade
Mission permanente d u Burkina Faso
6-7 chemin Louis Dunant
Geneva
Switzerland

Tel.: +41 22 734 60 30
E-mail: elisedjigma@bluewin.ch

Cambodia – Cambodge

Mr Peuv Phan
Second Secretary
Permanent Mission of the Kingdom
of Cambodia
3 Chemin Taverney
CH – 1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 788 77 73
Fax: +41 22 788 77 74
E-mail: ppeuv@yahoo.com

Canada

Mme Catherine Palmier
Agent de développement
Direction de la Santé et de la nutrition
Direction générale
des Programmes multilatéraux
Agence Canadienne

Tel.: +1 819 934 1226
Fax: +1 819 997 6632
E-mail: Catherine.Palmier@acdi-cida.gc.ca

de développement international
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
Canada

Mr Christopher Armstrong
A/Team Leader, HIV/AIDS
Social Development Policies
Governance and Social Development Directorate
Policy Branch
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
Canada

Tel.: +1 819 934 4245
Fax: +1 819 956 9107
E-mail: christopher_armstrong@acdi-cida.gc.ca

Ms Nadia Stuewer
Third Secretary
Permanent Mission of Canada
5 avenue de l'Ariana
CH -1209 Genève

Tel.: +41 22 919 9204
Fax: +41 22 919 9227
E-mail: nadia.stuewer@international.gc.ca

Chile - Chili

Mr Bernardo Del Picó
Second Secretary
Permanent Mission of Chile
58 rue de Moillebeau
4^{ème} étage
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 919 88 00
Fax: +41 22 734 52 97
E-mail: bdelpico@misginchile.org

Côte d'Ivoire

Mme Aya Christine Rosalie
Nebout-Adjobi
Ministre
Ministère de la Lutte contre le SIDA
04 BP 2113
Abidjan 04
Côte d'Ivoire

Tel.: +225 2021 0846
Fax: +225 2021 0834
E-mail: christinenebout@yahoo.fr

Dr Ehi Suzanne Dibo-Amany
Inspecteur de la lutte contre le SIDA
Ministère de la Lutte contre le SIDA
04 BP 2113
Abidjan 04
Côte d'Ivoire

Tel.: +225 20 338 077/08039931
Fax: +225 2021 0834
E-mail: dibosuzanne@yahoo.fr

M. Bernard N'Guessan
Conseiller
Mission permanente de Côte d'Ivoire
149h Route de Ferney
Genève
Suisse

Tel. : +41 22 717 02 50
Fax : +41 22 717 02 60

Denmark – Danemark

H.E. Ms Marie-Louise Overvad
Ambassador,
Permanent Representative
Permanent Mission of Denmark
56 rue de Moillebeau
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 918 00 40
Fax: +41 22 918 00 66
E-mail: gvamis@um.dk

Ms Thea Lund Christiansen
Chief Advisor
Ministry of Foreign Affairs
Asiatisk Plads 2
DK-1448 Copenhagen K

Tel.: +45 33 92 07 70
E-mail: thechr@um.dk

Ms Maj Hessel
Counsellor
Permanent Mission of Denmark
56 rue de Moillebeau
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 918 00 47
Fax: +41 22 918 00 66
E-mail: majhes@um.dk

Mr Morten Korslund
Assistant Attaché
Permanent Mission of Denmark
56 rue de Moillebeau
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 918 00 59
E-mail: morkor@um.dk

Dominican Republic – République dominicaine

Mrs Magaly Bello de Kemper
Counsellor
Permanent Mission of the
Dominican Republic
63 rue de Lausanne
Geneva
Switzerland

Tel.: +41 22 715 39 10
Fax: +41 22 741 05 90
E-mail: magaly.bello@rep-dominicna.ch

Equatorial Guinea – Guinée équatoriale

M. Sisinio Eyebe Mbana Makina
Chargé d'affaires a.i.
Mission permanente de Guinée équatoriale
70 Quai de Cologny
CH – 1223 Genève

Tel.: +41 22 700 86 77
Fax: +41 22 700 86 77
E-mail: ge.mission@africathebest.com

Estonia – Estonie

Ms Katrin Sibul
Third Secretary
Permanent Mission of Estonia
28A Chemin du Petit Saconnex
Case postale 358
CH – 1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 919 1980
Fax: +41 22 919 1981
E-mail: katrin.sibul@estmission.ch

Finland – Finlande

Ms Heli Mikkola
HIV/AIDS Adviser
Department of Development Policy
Ministry for Foreign Affairs
P.O. Box 176
FI – 00161 Helsinki
Finland

Tel.: +358 50 304 8156
Fax: +358 9 160 56100
E-mail: heli.mikkola@formin.fi

Ms Merja Saarinen
Ministerial Counsellor
Health Department
Ministry of Social Affairs and Health
P.O. Box 33
FIN – 00023 Government
Finland

Tel.: +358 9 160 74030
Fax: +358 9 160 73296
E-mail: merja.saarinen@stm.fi

Ms Hannele Tanhua
Senior Officer
Ministry of Social Affairs and Health

Tel.: +358 9 160 74139
Fax: +358 9 160 73296
E-mail: hannele.tanhua@stm.fi

P.O. Box 33
FIN - 00023 Government
Finland

Ms Salla Sammalkivi
Second Secretary
Permanent Mission of Finland
1 rue du Pré-de-la-Bichette
P.O. Box 198
CH – 1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 919 42 42
Fax: +41 22 740 02 87
E-mail: salla.sammalkivi@formin.fi

Ms Laura Pietilä
Project Coordinator
Ministry for Foreign Affairs
Katajanokanlaituri 3
FI – 00161 Helsinki
Finland

Tel.: +358 9 160 56452
Fax: +358 9 160 56202
E-mail: laura.pietila@formin.fi

France

Mme Jeanne Tor-de-Tarlé
Conseiller
Mission permanente de la France
36 Route de Pregny
CH – 1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 91 02
Fax: +41 22 758 91 53
E-mail: Jeanne.detarle@diplomatie.gouv.fr

M. Guillaume Delvallée
Conseiller
Ministère des Affaires Etrangères
34 Quai d'Orsay
F – 75800 Paris

Tel.: +33 1 43 17 46 66
Fax: +33 1 43 17 46 91
E-mail: guillaume.delvallee@diplomatie.gouv.fr

Mme Lorna Colclough
Conseiller
Ministère de la Santé et des Solidarités

Tel.: +33 1 40 56 51 98
Fax: +33 1 40 56 72 43
E-mail: lorna.colclough@sante.gouv.fr

Mr Philippe Cerf
Conseiller
Ministère des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75700 Paris 07SP

Tel.: +33 1 43 17 46 51
Fax: +33 1 43 17 46 91
E-mail: philippe.cerf@diplomatie@gouv.fr

Ghana

H. E. Dr Kwame Bawuah-Edusei
Ambassador and
Permanent Representative
Ghana Permanent Mission
56 rue de Moillebeau
CH -1209 Geneva

Tel.: +41 22 919 04 50
Fax: +41 22 734 91 61
E-mail: chancery@ghana-mission.ch

Ms Matilda Aku Alomatu
First Secretary
Ghana Permanent Mission
56 rue de Moillebeau
CH -1209 Geneva

Tel. +41 22 919 04 50
Fax: +41 22 734 91 61
E-mail: chancery@ghana-mission.ch

Greece – Grèce

Mme Aikaterini Damigou
Health Counsellor
Permanent Mission of Greece
4 rue du Léman
CH – 1201 Geneva

Tel.: +41 22 909 89 40
Fax: +41 22 732 21 50
E-mail: katerini.damigou@ties.itu.int

Dr Vasileia Konte
Hellenic Centre for Disease
Prevention and Control
Ministry of Health and Social Solidarity
9 Politechniou Street
10433 Athens
Greece

Tel.: +30 210 88 99 000
Fax: +30 210 88 99 264
E-mail: konte@keelpno.gr

Guinea – Guinée

M. Arafan Kabiné Kaba
Conseiller chargé des
Affaires Politiques
Mission permanente de Guinée
7-9 rue du Valais
CH - 1202 Genève

Tel.: +41 22 731 65 55
Fax: +41 22 731 6554
E-mail: arafkaba@hotmail.com

Haiti

M. Jean-Bony Alexandre
Ministre conseiller
Mission permanente d'Haiti
64 rue de Monthoux
Geneva
Switzerland

Tel. : +41 22 732 7628
Fax : +41 22 732 55 36
E-mail : alexandrejeanbony@msn.com

Holy See – Saint-Siège

S.E. Mgr Silvano M. Tomasi
Nonce Apostolique
Observateur permanent
Mission permanente du Saint-Siège
16 Chemin du Vengeron
Case postale 28
CH – 1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 98 20
Fax: +41 22 758 17 29

Mr Guido Gattinara Castelli
Membre
Mission permanente du Saint-Siège
16 Chemin du Vengeron
Case postale 28
CH – 1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 98 20
Fax: +41 22 758 17 29
E-mail: mission.holy-see@ties.itu.int

M. Roberto Vitillo
(also Caritas Internationalis)
Membre
Mission permanente du Saint-Siège
16 Chemin du Vengeron
Case postale 28
CH – 1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 98 20
Fax: +41 22 758 17 29
E-mail: mission.holy-see@ties.itu.int

Mme Francesca Merico Colombo
Membre
Mission permanente du Saint-Siège
16 Chemin du Vengeron
Case postale 28
CH – 1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 98 20
Fax: +41 22 758 17 29
E-mail: mission.holy-see@ties.itu.int

Hungary

Mr Balázs Rátkai
Second Secretary
Permanent Mission of Hungary
64 rue du Grand-Pré
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 346 03 23
Fax: +41 22 346 58 61
E-mail: bratkai@kum.hu

Indonesia

H.E. Mr I Gusti Agung Wesaka Puja
Ambassador
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission
of the Republic of Indonesia
16 rue de Saint Jean
CH – 1203 Geneva
Tel.: +41 22 338 33 50
Fax: +41 22 345 57 33
E-mail: mission.indonesia@ties.itu.int

Mr Sunu Mahadi Soemarno
Minister Counsellor
Permanent Mission
of the Republic of Indonesia
16 rue de Saint Jean
CH – 1203 Geneva
Tel.: +41 22 338 33 50
Fax: +41 22 345 57 33
E-mail: mission.indonesia@ties.itu.int

Mr Acep Somantri
Second Secretary
Permanent Mission
of the Republic of Indonesia
16 rue de Saint Jean
CH – 1203 Geneva
Tel.: +41 22 338 33 50
Fax: +41 22 345 57 33
E-mail: mission.indonesia@ties.itu.int

Mr Agung Cahaya Sumirat
Third Secretary
Permanent Mission
of the Republic of Indonesia
16 rue de Saint Jean
CH – 1203 Geneva
Tel.: +41 22 338 33 50
Fax: +41 22 345 57 33
E-mail: mission.indonesia@ties.itu.int

Ireland

Ms Orla Keane
Second Secretary
Permanent Mission of Ireland
58 rue de Moillebeau
Case postale 331
CH – 1211 Geneva 19
Tel.: +41 22 919 19 65
Fax: +41 22 919 19 51
E-mail: orla.keane@dfa.ie

Ms Aine Costigan
Development Specialist
Irish AID, Foreign Affairs
Bishop Square
Redman's Hill
Dublin 2
Ireland
Tel.: +353 1 408 2991
Fax: +353 1 408 2884
E-mail: aine.costigan@dfa.ie

Ms Nicola Brennan
Senior Development Specialist
Irish AID, Foreign Affairs
Bishop Square
Redman's Hill
Dublin 2
Ireland
Tel.: +353 1 408 2991
Fax: +353 1 408 2884
E-mail: Nicola.brennan@dfa.ie

Israel

Ms Esther Gouldman-Zarka
Adviser
Permanent Mission of Israel
1-3 avenue de la Paix
CH - 1202 Geneva
Tel.: +41 22 716 05 00
Fax: +41 22 716 05 55
E-mail: reporter@geneva.mfa.gov.il

Jamaica – Jamaïque

Mrs Andrea Dubidad-Dixon
Tel.: +41 22 908 07 60

First Secretary
Permanent Mission of Jamaica
36 rue de Lausanne
CH – 1201 Geneva

Fax: +41 22 738 44 20
E-mail: mission.jamaica@ties.itu.int

Korea Republic of - République de Corée

Mr Hun-Yul Park
Counsellor
Permanent Mission of the
Republic of Korea
1 avenue de l'Ariana
Case Postale 42
CH - 1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 0032
Fax: +41 22 748 0002
E-mail: HY7park@yahoo.co.kr

Latvia - Lettonie

Mrs Ieva Dreimane
First Secretary
Permanent Mission of Latvia
137 rue de Lausanne
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 738 51 11
Fax: +41 22 738 51 71
E-mail: ieva.dreimane@mfa.gov.lv

Luxembourg

Dr Robert Hemmer
Chief, National Service of
Infectious Diseases
Centre Hospitalier
4 rue Barblé
L1210 Luxembourg

Tel.: +352 4411 30 91
Fax: +352 44 12 79
E-mail : hemmer.robert@chl.lu

Madagascar

M. Jean-Michel Rasolonjatovo
Premier Conseiller
Mission permanente de Madagascar
32 avenue de Riant-Parc
CH – 1209 Genève

Tel. : +41 22 740 1650
Fax : +41 22 740 16 16
E-mail : jmrasolonjatovo@hotmail.com

Mexico – Mexique

Mme Dulce Maria Valle Alvarez
Conseiller
Mission permanente du Mexique
16 avenue de Budé, 7ème étage
CH 1202 - Genève

Tel.: +41 22 748 07 07
Fax: +41 22 748 07 08
E-mail: mission.mexico@ties.itu.int

Moldova Republic of – Moldova République de

Ms Mariana Zaplitnii
First Secretary
Mission of the Republic of Moldova
28 Chemin du Petit-Saconnex
CH – 1209 Geneva

Tel.: +41 22 733 91 03
Fax: +41 22 733 91 04
E-mail: mariana.zaplitnii@bluewin.ch

Monaco

S.E. M. Philippe Blanchi
Ambassadeur
Représentant permanent
Mission permanente de la Principauté
de Monaco
56 rue de Moillebeau
CH - 1209 Genève

Tel.: +41 22 919 04 60
Fax: +41 22 919 04 69
E-mail: pblanchi@gouv.mc

M. Alexandre Jahlan
Troisième Secrétaire
Mission permanente de la Principauté
de Monaco
56 rue de Moillebeau
CH - 1209 Genève
Tel.: +41 22 919 0460
Fax: +41 22 919 04 69
E-mail: ajahlan@gouv.mc

Mme Carole Lanteri
Conseiller
Représentant permanent adjoint
Mission permanente de la Principauté
de Monaco
56 rue de Moillebeau
CH - 1209 Genève
Tel.: +41 22 919 04 60
Fax: +41 22 919 04 69
E-mail: clanteri@gouv.mc

Morocco – Maroc

M. Nour-Eddine Halhoul
Premier Secrétaire
Mission permanente du Maroc
18^a chemin F. Lehmann
CH – 1218 Grand-Saconnex
Tel.: +41 22 791 81 81
Fax: +41 22 791 81 80
E-mail: n.halhoul@maec.gov.ma

M. Abderramane Ben Mamoun
Chef de la Division des Maladies
Transmissibles
Tel.: +212 716 405 34
E-mail: abenmamoun@sante.gov.ma

Myanmar

Mr Nyunt Swe
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Myanmar
47 avenue Blanc
CH - 1202 Geneva
Tel.: +41 22 906 98 70/71
Fax: +41 22 732 89 19
E-mail: mission.myanmar@ties.itu.int

Mrs Yin Yin Oo
Counsellor
Permanent Mission of Myanmar
47 avenue Blanc
CH - 1202 Geneva
Tel. +41 22 906 98 70/71
Fax: +41 22 732 89 19
E-mail: mission.myanmar@ties.itu.int

Mr Tha Aung Nyun
Counsellor
Permanent Mission of Myanmar
47 Avenue Blanc
CH - 1202 Geneva
Tel.: +41 22 906 98 70/71
Fax: +41 22 732 89 19
E-mail: mission.myanmar@ties.itu.int

The Netherlands – Pays-Bas

H. E. Mr Paul Bekkers
AIDS Ambassador
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500EB
The Hague
The Netherlands
Tel.: +31 70 34 85 245
Fax: +31 70 34 85 366
E-mail: paul.bekkers@minbuza.nl

H.E. Mr Ian de Jong
Ambassador,
Permanent Representative
Ministry of Foreign Affairs
31-33 Avenue Giuseppe-Motta
Case postale 196
CH – 1202 Geneva
Tel.: +41 22 748 1804
Fax: +41 22 748 2838
E-mail: ian-de.jong@minbuza.nl

Mrs Els Klinkert
Policy Adviser HIV/AIDS
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500EB
The Hague
The Netherlands

Tel.: +31 70 34 84 376
Fax: +31 70 34 85 366
E-mail: els.klinkert@minbuza.nl

Mrs Henriëtte van Gulik
Policy Adviser
UN & IFI'S Department
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 20061
2500 EB
The Hague
The Netherlands

Tel.: +31 70 34 85 832
Fax: +31 70 31 86 167
E-mail: henriette-van.gulik@minbuza.nl

Mrs Gerda Vrieling
First Secretary
Permanent Mission of the Netherlands
31-33 avenue Giuseppe-Motta
Case postale 196
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 748 1811
Fax: +41 22 748 1818
E-mail: gerda.vrieling@minbuza.nl

Ms Naroesha Jagessar
Adviser Health
Permanent Mission of the Netherlands
31-33 Avenue Giuseppe-Motta
Case postale 196
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 748 18 12
Fax: +41 22 748 18 18
E-mail: naroesha.jagessar@minbuza.nl

New Zealand – Nouvelle Zélande

Ms Vicki Poole
Multilateral Programme Manager,
Global Group
New Zealand Agency for International
Development NZAID
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Wellington
New Zealand

Tel.: +41 22 929 03 63
Fax: +41 22 929 03 74
E-mail: vicki.poole@nzaid.govt.nz

Panama

S.E. Mme Una Alfú de Reyes
Ambassadeur, Représentant
permanent adjoint
Mission permanente du Panama
72 rue de Lausanne
CH – 1202 Genève

Tel.: +41 22 715 04 50
Fax : +41 22 738 0363
E-mail : mission.panama@ties.itu.int

Mme Luz Lescure
Premier secrétaire
Mission permanente du Panama
72 rue de Lausanne
CH – 1202 Genève

Tel. : +41 22 715 04 50
Fax : +41 22 738 03 63
E-mail : mission.panama@ties.itu.int

Philippines

Mr Raly Tejada
First Secretary
Permanent Mission of the Philippines
47 avenue Blanc
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 716 19 30
Fax: +41 22 716 19 32
E-mail: rtejada@dfa.gov.ph

Poland – Pologne

Ms Anna Marzec-Boguslawska
Director
Polish/National AIDS Center
Samsonowska 1
02-829 Warsaw
Poland
Tel.: +48 22 331 7755
Fax: +48 22 331 7776
E-mail: a.marzec@centrum.aids.gov.pl

Mr Arkadiusz Nowak
Expert
Polish/National AIDS Center
Samsonowska 1
02-829 Warsaw
Poland
Tel.: +48 22 331 7777
Fax: +48 22 331 7776
E-mail: a.nowak@centrum.aids.gov.pl

Ms Renata Lemieszewska
Counsellor
Permanent Mission of Poland
15 Chemin de l'Ancienne Route
CH – 1218 Grand Saconnex
Tel.: +41 22 710 97 11
Fax: +41 22 710 97 99
E-mail: renata.lemieszewska@ties.itu.int

Portugal

S.E. M. José Caetano da Costa Pereira
Ambassadeur
Représentant permanent du Portugal à Genève
33 rue Antoine-Carteret
CH – 1202 Geneva 7
Tel.: +41 22 918 02 00
Fax: +41 22 918 02 28

Mme Helena Morais Vaz
Assesseur
Cabinet coordinateur de la Commission
Nationale de lutte contre le SIDA
Lisbonne
Portugal
Tel.: +351 916 824 828

Mr Carlos Pereira Marques
Représentant permanent adjoint
Mission permanente du Portugal
33 rue Antoine-Carteret
CH – 1202 Geneva 7
Tel.: +41 22 918 02 00

M. José Sousa Fialho
Conseiller
Mission permanente du Portugal à Genève
33 rue Antoine-Carteret
CH – 1202 Geneva 7
Tel.: +41 22 918 02 00
Fax: +41 22 918 02 28

Rwanda

H. E. Mrs Venetia Sebudandi
Ambassador extraordinary
and plenipotentiary
Permanent Representative
Permanent Mission of Rwanda
93 rue de la Servette
CH – 1202 Geneva
Tel.: +41 22 919 10 00
Fax: +41 22 919 10 01
E-mail: vsebudandi@minaffet.gov.rw

Senegal – Sénégal

M. Mamadou Seck
Premier Secrétaire
Mission permanente de la
République du Sénégal
93 rue de la Servette
CH – 1202 Genève
Tel.: +41 22 918 02 39
Fax: +41 22 740 07 11
E-mail: doudou.23.tb@hotmail.com

Slovak Republic – Slovaquie

Mr Ján Mikas
National Focal Point for HIV/AIDS
Ministry of Health of the Slovak Republic
Limbova 2
P.O. Box 52
Bratislava 837 52
Slovakia

Tel.: +41 22 747 7400

Mrs Nora Šeptáková
Permanent Mission of the
Slovak Republic
9 Chemin de l'Ancienne Route
CH - 1218 Grand-Saconnex

Fax: +41 22 747 7434

E-mail: Nora_Septakova@mfa.sk

South Africa – Afrique du Sud

Ms Daisy Mafubelu
Counsellor (Health)
Permanent Mission of South Africa
65 rue du Rhône
CH – 1204 Geneva

Tel.: +41 22 849 54 42

Fax: +41 22 849 54 38

E-mail: daisymafubelu@bluewin.ch

Spain – Espagne

Mr Guillermo Lopez Mac-Mellan
Counsellor
Permanent Mission of Spain
53 avenue Blanc
CH – 1202 Geneva

Tel. : +41 22 909 28 30

Fax : +41 22 731 53 70

E-mail : mission.spain@ties.itu.int

H.E. Mr Juan Antonio March Pujol
Ambassador
Permanent Mission of Spain
53 avenue Blanc
CH – 1202 Geneva

Tel.: +41 22 909 28 30

Fax: +41 22 731 53 70

E-mail: mission.spain@ties.itu.int

Sri Lanka

Mr Senarath Dissanayake
Second Secretary
Permanent Mission of Sri Lanka
56 rue de Moillebeau
Geneva

Tel.: +41 22 919 12 50

Fax: +41 22 919 12 50

E-mail: dissanayakesenarath@yahoo.com

Switzerland – Suisse

M. Peter Bieler
Chef de la délégation suisse lors du PCB
DFAE/DDC
Section ONU-Développement
Chef suppléant de section
Freiburgstrasse 130
CH – 3003 Berne

Tel.: +41 31 32 23658

E-mail: peter.bieler@deza.admin.ch

Mme Elena Manfrina
Chargée de programme
DFAE/DDC
Section ONU-Développement
Freiburgstrasse 130
CH – 3003 Berne

Tel.: +41 31 32 23459

Fax: +41 31 32 41347

E-mail: Elena.Manfrina@deza.admin.ch

M. Jacques Martin
Conseiller développement santé
DFAE
Mission permanente de la Suisse

Tel.: +41 22 749 24 75

Fax: +41 22 749 24 66

E-mail: Jacques.martin@deza.admin.ch

9-11 rue de Varembe
C.P. 194
CH – 1211 Genève 20

Timor-Leste

M. Damien Bouvier
Assistant
Mission permanente du Timor-Leste
16 route de Colovrex
CH – 1218 Grand-Saconnex
Tel.: +41 22 788 35 62
Fax: +41 22 355 39 93
E-mail: alain_dick@yahoo.com

M. Stefano Panighetti
Assistant
Mission permanente du Timor-Leste
16 route de Colovrex
CH – 1218 Grand-Saconnex
Tel.: +41 22 788 35 62
Fax: +41 22 355 39 93
E-mail: alain_dick@yahoo.com

Ms Karin Bieri
Assistante
Mission permanente du Timor-Leste
16 route de Colovrex
CH – 1218 Grand-Saconnex
Tel.: +41 22 788 35 62
Fax: +41 22 355 39 93
E-mail: alain_dick@yahoo.com

Mme Anne Valko
Assistante
Mission permanente du Timor-Leste
16 route de Colovrex
CH – 1218 Grand-Saconnex
Tel.: +41 22 788 35 62
Fax: +41 22 355 39 93
E-mail: alain_dick@yahoo.com

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
- Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Dr Carole Presern
Counsellor (Development/Specialized Agencies)
UK Mission to the United Nations
37-39 rue de Vermont
CH - 1211 Geneva 20
Tel.: +41 22 918 23 70
Fax: +41 22 918 2444
E-mail: carole.presern@fco.gov.uk

Ms Sandra Baldwin
Deputy Head
United Nations & Commonwealth Dept
UK Department for International Development
Abercrombie House
Eaglesham Road
East Kilbride G75 8EA
UK
Tel.: +44 1355 843251
Fax: +44 1355 843338
E-mail: s-baldwin@dfid.gov.uk

Ms Gillian Coyle
Programme Officer, UNAIDS
UK Department for
International Development
Abercrombie House
Eaglesham Road
East Kilbride G758EA
UK
Tel.: +44 1355 843267
Fax: +44 1355 843338
E-mail: g-coyle@dfid.gov.uk

Mr Tim Shorten
Policy Officer – Global AIDS Policy Team
Department for International
Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE
UK
Tel.: +44 207 023 0451
Fax: +44 207 023 0428
E-mail: t-shorten@dfid.gov.uk

Venezuela

H.E. Mrs Raquel Poitevien Cabral Tel.: +41 22 717 09 45
Ambassador Fax: +41 22 723 28 81
Permanent Mission of the
Bolivarian Republic E-mail: mission.venezuela@ties.itu.int
of Venezuela
18a Chemin François Lehmann
CH – 1218 Grand-Saconnex

Mr Edgar Eduardo Rivera Gallardo Tel.: +58 212 408 0004
Director General de Programas de Salud Fax: +58 212 408 0639
Ministerio de Salud E-mail: ergpzm@cantv.net
Centro Simón Bolívar
Edif. Sur Piso 2, Ofic. 200
Caracas
Venezuela

Zambia – Zambie

H.E. Mr Love Mtesa Tel.: +41 22 788 53 30 /35
Ambassador Fax: +41 22 788 53 40
Permanent Mission of Zambia E-mail: mission.zambia@ties.itu.int
17-19 Chemin du Champ d'Anier
CH – 1209 Geneva

Zimbabwe

Ms Petronellar Nyagura Tel.: +41 22 758 30 11
Counsellor Fax: +41 22 758 30 44
Permanent Mission of Zimbabwe E-mail: nyagurapet@yahoo.com
27 Chemin William Barbey
CH – 1292 Chambésy

International Organizations – Organisations internationales

European Commission – Commission Européenne

Mr Matti Rajala Tel.: +41 22 918 22 75
Minister Counsellor E-mail : matti.rajala@ec.europa.eu
66 rue du Grand-Pré
Genève
Suisse

The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
- Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

Mrs Helen Evans Tel.: +41 22 791 59 54
Deputy Executive Director Fax: +41 22 788 56 36
Interim Chief of Operations E-mail: helen.evans@theglobalfund.org
8 Chemin de Blandonnet
CH – 1214 Vernier

Dr Bernhard Schwartländer Tel.: +41 22 791 1780
Director, Performance Fax: +41 22 791 1701
Evaluation and Policy E-mail: bernhard.schwartlander@theglobalfund.org
BIBC, 8 Chemin de Blandonnet
CH – 1214 Vernier

Mr Duncan Earle Tel.: +41 22 791 17 79
Team Leader, OPCS Fax: +41 22 791 17 01
8 Chemin de Blandonnet E-mail: duncan.earle@theglobfund.org
CH - 1214 Vernier

International Federation of Red Cross & Red Crescent Societies
- Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Ms Julie Hoare
Senior Officer, HIV Prevention
HIV/AIDS Global Programme
17 Chemin des Crêts
CH – 1218 Petit-Saconnex
Tel.: +41 22 730 44 40
Fax: +41 22 733 03 95
E-mail: julie.hoare@ifrc.org

International Organization for Migration – Organisation internationale pour les migrations

Ms Mary Haour-Knipe
Senior Advisor: Migration and HIV/AIDS
Migration Health Services
IOM Headquarters
17 route des Morillons
C.P. 71
CH – 1211 Geneva 19
Tel.: +41 22 717 9234
Fax: +41 22 798 61 50
E-mail: mhaourknipe@iom.int

Inter-parliamentary Union – Union interparlementaire

Mr James Jennings
Executive Officer
5 Chemin du Pommier
CH – 1211 Grand Saconnex
Tel.: +41 22 919 41 16
Fax: +41 22 919 41 60
E-mail: jj@mail.ipu.org

Organisation internationale de la Francophonie

S.E. M. Libère Bararunyeretse
Ambassadeur
Représentant permanent
46 avenue Blanc
CH - 1202 Genève
Tel.: +41 22 738 96 66
Fax: +41 22 738 96 82
E-mail: libere.bararunyeretse@francophonie.org

Madame Sandra Coulibaly Leroy
Représentante permanente adjointe
46 avenue Blanc
CH - 1202 Genève
Tel.: +41 22 738 96 66
Fax: +41 22 738 96 82
E-mail: Sandra.coulibaly@francophonie.org

Madame Marion Julia
Assistante
46 avenue Blanc
CH - 1202 Genève
Tel.: +41 22 738 96 66
Fax: +41 22 738 96 82
E-mail: marion.julia@francophonie.org

United Nations Organization – Organisation des Nations Unies

Mr Amadou Baidy Keita
Senior Political Officer
UN OSRSG/GLR
P.O. Box 30218
Gigiri-Nairobi
Kenya
Tel.: +254 762 4133
Email: keitaa@repsg.unon.org

Mr Muhammad Yussuf
Inspector, Joint Inspection Unit
UNOG
CH – 1211 Geneva 10
Tel.: +41 22 917 30 85
E-mail: myussuf@unog.ch

Ms Celia Romulus
Joint Inspector Unit Research assistant
UNOG
CH – 1211 Geneva 10
Tel.: +41 22 917 00 04
E-mail: cromulus@unog.ch

World Trade Organization – Organisation Mondiale du Commerce

Mr Roger Kampf
Counsellor
Intellectual Property Division
154 rue de Lausanne
Geneva
Switzerland

Tel.: +41 22 739 62 18
Fax: +41 22 739 57 90
E-mail: roger.kampf@wto.org

Nongovernmental Organizations – Organisations non gouvernementales

Anglican Consultative Council

Reverend Paul Holley
Representative
7 Chemin du Couchant
CH - 1260 Nyon

Tel.: +41 22 364 0030
E-mail: paul.holley@lineone.net

Caritas Internationalis

Rev. Robert J. Vitillo
Special Advisor on HIV and AIDS
Centre Catholique International
Case postale 43
CH 1211 Genève 20

Tel.: +41 22 734 46 04
Fax: +41 22 734 40 06
E-mail: bobvitillo@cs.com

FXB International

Mr Joe Thomas
Policy and Program Adviser
82 rue de Lausanne
CH - 1202 Geneva

Tel.: +41 22 731 01 27
Fax: +41 22 732 07 57
E-mail: jthomas@fxb.org
or joe_thomas123@yahoo.com.au

International AIDS Vaccine Initiative (IAVI)

Dr Kate Taylor
Senior Director Policy and Advocacy
110 William St., 27th floor
New York, NY 10038

Tel.: +1 212 328 7440
Fax: +1 212 847 1112
E-mail: ktaylor@iavi.org

Mr Christian Gladel
Advocacy Specialist
110 William Street
New York, NY 10017
USA

Tel.: +1 212 763 5447
Fax: +1 212 847 1112
E-mail: cgladel@iavi.org

International Council of AIDS Service Organizations (ICASO)

Mr Kieran Daly
Director, Policy and Communications
65 Wellesley St.E., Suite 403
Toronto, ON M47 1G7
Canada

Tel.: +1 416 921 0018 x 21
Fax: +1 416 921 9979
E-mail: kierand@icaso.org

Mr Richard Burzynski
Executive Director
65 Wellesley East
Toronto, ON M47 1G7
Canada

Tel.: +1 416 921 0018 #15
E-mail: richardb@icaso.org

International HIV/AIDS Alliance

Ms Essi Lindstedt
Head of Resource Mobilisation
Queensberry House
104-106 Queens Road
Brighton BN1 3XF
UK

Tel.: +44 1273 718 995
Fax: +44 1273 718 901
E-mail: elindstedt@aidsalliance.org

Mr Abdelkader Bacha
Director: Policy
Queensberry House

Tel.: +44 1273 718 900
Fax: +44 1273 718 901
E-mail: abacha@aidsalliance.org

104-106 Queens Road
Brighton BN1 3XF
UK

International Women's Health Coalition

Ms Zonibel Woods
Senior Advisor, International Policy
333 Seventh avenue
New York, NY 10001
USA

Tel.: +1 212 979 8500
Fax: +1 212 979 9009
E-mail: zwoods@iwhc.org
or zannyw@yahoo.co.uk

Journalists Against AIDS

Mr Omololu Falobi
Executive Director
44B Ijaye Road
Ogba, Lagos
Nigeria

Tel.: +234 1 773 1457
Fax: +234 1 812 8565
E-mail: omololu@nigeria-aids.org

Lutheran World Federation

Mme Sheila Shyamprasad
HIV and AIDS consultant
150 Route de Ferney
P.O. Box 2100
CH - 1211 Geneva 2

Tel.: +41 22 791 62 56
Fax: +41 22 791 64 01
E-mail: sms@lutheranworld.org

The Panos Institute

Mr Robin Vincent
Senior Programme and Policy Advisor
HIV/AIDS Programme
9 White Lion Street
London N19 PD
UK

Tel.: +44 207 278 1111
Fax: +44 207 278 0345
E-mail: robin.vincent@panos.org.uk

Mr Ronald Kayanja
Global AIDS Programme Director
Panos Southern Africa
P.O. Box 39163, Plot 32A
Leopards Hill Road
Lusaka
Zambia

Tel.: +260 1 263 258
Fax: +260 1 261 039
E-mail: Ronald@panos.org.zm

Save the Children, UK

Mr Gopa Kumar Krishnan Nair
HIV/AIDS Policy and Programme
Advisor
1 St Johns Lane, London EC1M 4AR
UK

Tel.: +44 20 7012 6417
Fax: +44 20 7012 6964
E-mail: g.kumarnair@savethechildren.org.uk

Soroptimist International

Mrs Inger Nordback
SI United Nations Representative
87 Glisson Road
Cambridge, CB12HG, UK

Tel.: +44 1223 311 833
Fax: +44 1223 467 951
E-mail: hq@soroptimistinternational.org

World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGGS)

Miss Susan Lake
Representative at the UN
392 Chemin du Clezet
01220 – Divonne les Bains
France

Tel.: +33 450 20 40 13
E-mail: suelake@wanadoo.fr

World Vision International

Mr Milton Amayun
Snr Technical Advisor,

Tel.: +1 616 850 0922

HIV/AIDS and Health
18745 Sioux Dr.
Spring Lake
MI 49456
USA

Fax: +1 616 846 38 42
E-mail: iaimilton@aol.com

World YWCA

Dr Musimbi Kanyoro
General Secretary
16 Ancienne Route
CH – 1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 929 6045
Fax: +41 22 929 6044
E-mail: musimbi.kanyoro@worldywca.org

Mme Natalie Fisher-Spalton
Deputy General Secretary
16 Ancienne Route
CH – 1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 929 6048
Fax: +41 22 929 6044
E-mail: natalie.fisher@worldywca.org

Mme Sophie Dilmitis
HIV/AIDS Coordinator
16 Ancienne Route
CH – 1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 929 6034
Fax: +41 22 929 6044
E-mail: sophie.dilmitis@worldywca.org

Others – Autres

Dr Nafis Sadik
UN Secretary-General's Special Envoy
for HIV/AIDS in Asia and the Pacific
300 E. 56th Street, Apt. 9J
New York, NY 10022
USA

Tel.: +1 212 826 5025
Fax: +1 212 758 1529
E-mail: sadik@unfpa.org

Mr Dibya Jyoti Bhadra
Director of External Audit
External Auditor
World Health Organization
20 avenue Appia
CH – 1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 12 84
Fax: +41 22 791 47 85
E-mail: bhadrad@who.int

ANNEX II

18^e Réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA
Genève, Suisse
27-28 juin 2006

DECISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

Point 1.1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. Le Conseil de Coordination du Programme adopte l'ordre du jour provisoire.

Point 1.2 de l'ordre du jour : Election des différents responsables

2. La Suède est élue Président, la Thaïlande Vice-Président et l'Australie Rapporteur de la 18^e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

Point 1.3 de l'ordre du jour : Examen du rapport de la dix-septième réunion

3. Le Conseil de Coordination du Programme adopte le rapport de la 17^e réunion.

Point 1.4 de l'ordre du jour : Rapport du Directeur exécutif

4. Prenant acte des principales tendances de l'épidémie et de son impact, ainsi que des initiatives et des réalisations clés de l'ONUSIDA au cours de l'année écoulée, telles qu'elles sont résumées dans le Rapport du Directeur exécutif, le Conseil de Coordination du Programme :

- 4.1 Reconnaît que des progrès notables ont été accomplis dans de nombreux pays en direction des échéances énoncées dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de 2001, mais que bien des pays n'ont pas réussi à s'acquitter des engagements spécifiés dans la Déclaration de 2001 ;

- 4.2 Reconnaît que la nature exceptionnelle de l'épidémie exige une action urgente, ainsi qu'une riposte plus stratégique, tournée vers l'avenir, à long terme et durable comprenant des mesures et des interventions exceptionnelles, intégrées aux efforts de développement au sens large ;

- 4.3 Reconnaît que les « Trois Principes », les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion pour une meilleure coordination entre les organismes multilatéraux et les donateurs internationaux dans la riposte au SIDA et les processus en cours dirigés par les pays eux-mêmes pour arriver plus vite à instaurer l'accès universel offrent un cadre exhaustif pour guider l'alignement de la riposte mondiale au SIDA sur l'appropriation et les priorités nationales et pour renforcer de manière significative la prestation de services au niveau des pays ;

- 4.4 Entérine les Orientations pour l'Avenir figurant en conclusion du Rapport du Directeur exécutif en tant que lignes directrices pour un soutien plus fort de la part de l'ONUSIDA à la concrétisation des engagements financiers et politiques sur le SIDA par une action efficace et durable au niveau des pays.

Point 1.5 de l'ordre du jour : Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants

5. Prenant acte des actions conjointes et synergiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA résumées dans le Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants, le Conseil de Coordination du Programme :

5.1 Reconnaît que la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion et un accroissement de l'appui technique fourni par l'ONUSIDA représentent des éléments importants des efforts pour l'élargissement en direction de l'objectif de l'accès universel ;

5.2 Encourage les agences bilatérales et autres acteurs à collaborer activement avec les institutions multilatérales à la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;

5.3 Reconnaît la nécessité d'un financement et d'interventions durables répondant aux besoins des groupes vulnérables à mesure que les pays élargissent leur action pour s'approcher de l'objectif de l'accès universel à des programmes complets de prévention, au traitement et à l'appui d'ici à 2010.

Point 1.6 de l'ordre du jour : Rapport du représentant des organisations non gouvernementales

6. Le Conseil de Coordination du Programme prend acte du rapport du représentant des organisations non gouvernementales auprès du CCP.

Point 2 de l'ordre du jour : Résultats de la Réunion de haut niveau 2006 – aller de l'avant dans la riposte mondiale

7. Prenant acte des efforts de l'ONUSIDA pour promouvoir l'objectif de l'accès universel à des programmes complets de lutte contre le SIDA et apporter son soutien aux efforts des pays pour réaliser cet objectif, notamment l'appui offert à l'Examen d'ensemble des progrès accomplis par l'Assemblée générale des Nations Unies des 31 mai et 1^{er} juin 2006 et la Réunion de haut niveau sur le SIDA du 2 juin 2006, ainsi que les processus dirigés par les pays eux-mêmes pour identifier les obstacles communs à l'élargissement, le Conseil de Coordination du Programme :

7.1 Salue les progrès signalés dans les efforts de l'ONUSIDA pour intensifier la prévention du VIH, et encourage l'ONUSIDA à poursuivre ses efforts pour renouveler l'accent mis sur la prévention du VIH dans les ripostes nationales au SIDA, conformément au document d'orientation politique de l'ONUSIDA :
Intensification de la prévention du VIH ;

7.2 Salue les nouveaux engagements pris par les Etats Membres de l'ONU et énoncés dans la Déclaration politique sur le VIH/SIDA, faite lors de la Réunion de haut niveau sur le SIDA, ainsi que la réaffirmation de l'engagement à mettre pleinement en œuvre la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA de 2001 et apprécie l'engagement renouvelé des gouvernements africains et des institutions régionales d'intensifier leurs propres ripostes au VIH/SIDA ;

7.3 Demande à l'ONUSIDA de renforcer son aide à la coordination de la riposte nationale des programmes nationaux de lutte contre le SIDA, conformément aux « Trois Principes », notamment l'élaboration d'un outil d'obligation redditionnelle du type fiche de scores et le soutien aux évaluations nationales de l'alignement des partenaires, selon les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;

7.4 Réaffirme le rôle de coordination du Secrétariat de l'ONUSIDA et des Coparrainants dans le processus de soutien aux pays en vue de l'élargissement des programmes complets de prévention, du traitement, des soins et de soutien, comme il a été reconfirmé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa Déclaration politique sur le VIH/SIDA ;

7.5 Demande à l'ONUSIDA, en consultation avec les membres du Conseil de Coordination du Programme, d'élaborer des solutions possibles pour renforcer la coordination mondiale sur le SIDA, notamment par le biais des réunions thématiques du Conseil de Coordination du Programme, et d'en faire rapport à la réunion thématique du Conseil de Coordination du Programme en décembre 2006 ;

7.6 Demande à l'ONUSIDA de mettre à profit et de soutenir les efforts nationaux pour fixer en 2006, par le biais de processus inclusifs, transparents, des cibles nationales ambitieuses ayant trait à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien en matière de VIH – notamment des cibles intermédiaires pour 2008 – conformément aux indicateurs de base recommandés par l'ONUSIDA qui reflètent l'engagement énoncé dans la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006 et la nécessité urgente d'accélérer de manière significative sur la voie de l'objectif de l'accès universel à des programmes complets de prévention, au traitement, aux soins et à l'appui d'ici à 2010, en s'inspirant des recommandations figurant dans la note A/60/737 du Secrétaire Général qui correspondent aux résultats des processus diligentés par les pays et facilités par l'ONUSIDA pour déterminer les obstacles communs à l'intensification des activités ;

7.7 Demande en outre à l'ONUSIDA de contribuer aux efforts aux niveaux national et régional pour réaliser les objectifs nationaux, comme le préconise la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006 ;

7.8 Demande à l'ONUSIDA de renforcer davantage son engagement auprès de la société civile – notamment les réseaux de personnes vivant avec le VIH – afin de favoriser une participation forte, active et constructive de la société civile à la fixation d'objectifs, au suivi et à l'établissement de rapports sur les progrès accomplis au cours des cinq années à venir, et d'intensifier la mobilisation sociale pour l'élargissement des ripostes nationales au SIDA pour faire en sorte qu'elles atteignent le niveau communautaire, et qu'elles protègent et appuient l'application des droits humains et des libertés fondamentales des personnes vivant avec le VIH, des enfants et des membres des principaux groupes et populations affectés, notamment les femmes et les fillettes, les jeunes, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables et d'autres drogues, les professionnels du sexe, les personnes démunies, les prisonniers, les travailleurs migrants, les personnes vivant dans des situations de conflit ou d'après conflit, ainsi que les réfugiés et personnes déplacées ;

7.9 Demande à l'ONUSIDA d'œuvrer avec les gouvernements nationaux, les donateurs internationaux, le Fonds mondial et autres parties prenantes pour faciliter l'élaboration de plans nationaux dont les coûts sont établis, d'améliorer sa méthodologie en matière d'estimation des besoins en ressources mondiales et de répondre aux besoins de ressources financières mondiales – qui atteindraient, selon les estimations de l'ONUSIDA, US\$ 20-23 milliards par an d'ici à 2010 – par la mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles en provenance des pays donateurs et des budgets nationaux et d'autres sources nationales, ainsi que par le renforcement des mécanismes financiers existants et la poursuite de la mise en place de sources novatrices de fonds supplémentaires ;

7.10 Demande à l'ONUSIDA, en collaboration avec les gouvernements nationaux, d'effectuer un bilan hommes/femmes de trois à cinq plans nationaux de lutte contre le SIDA et, en outre, de soumettre en 2007 au CCP des directives techniques et des principes d'action permettant d'aborder de manière pratique les questions liées aux deux sexes, à l'intention des gouvernements, des programmes nationaux de lutte contre le SIDA, des donateurs, des institutions internationales, du système des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, afin de faire face à la féminisation accrue de l'épidémie ;

7.11 Demande à l'ONUSIDA de coopérer selon les besoins avec les initiatives fondées sur des mécanismes de financement novateurs, y compris le International Drug Purchase Facility (la Facilité Internationale d'Achat de Médicaments) /UNITAID, qui visent à contribuer à l'accès universel de manière durable et prévisible ;

7.12 S'engage à promouvoir aux niveaux international, régional, national et local l'accès à l'éducation, l'information, les services de conseils et tests volontaires et les services connexes pour le VIH et le SIDA, notamment l'accès à des programmes complets de prévention, de traitement, de prise en charge et de soutien, avec la pleine protection de la confidentialité et du consentement éclairé, et à promouvoir un environnement social et juridique qui favorise et protège la divulgation volontaire de l'état sérologique vis-à-vis du VIH ; prend acte de la notion d'une journée internationale de dépistage comme moyen de promouvoir un plus grand accès aux conseils et tests volontaires pour le VIH, organisé avec la participation de la société civile, et particulièrement avec les réseaux des personnes vivant avec le VIH, et demande à l'ONUSIDA d'analyser l'impact potentiel et les questions liées à la mise en œuvre d'une telle journée internationale, pas plus tard que décembre 2006 ;

7.13 Demande à l'ONUSIDA d'élaborer, pour examen par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa réunion thématique de décembre 2006, un plan d'action 2007-2010 pour l'appui du Programme commun aux efforts déployés par les pays pour la mise en œuvre complète de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de 2001 et de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006, compte tenu des recommandations faites par l'ONUSIDA dans son évaluation de l'intensification de la prévention, du traitement, des soins et de soutien du VIH ;

7.14 Demande au Secrétariat de l'ONUSIDA, dans l'élaboration du plan d'action mentionné dans la décision 7.13, de recenser toutes les tâches qui nécessitent une action émanant du Conseil de Coordination du Programme et de présenter, s'il y a

lieu, au Conseil à sa 19^e réunion des recommandations relatives au retrait et/ou regroupement de certaines tâches ;

7.15 Demande à l'ONUSIDA, dans le cadre de son mandat et en coopération avec l'Organisation mondiale du commerce, d'inclure dans le plan de travail mentionné dans la décision 7.13 des propositions sur la manière d'aider les pays en développement à tirer parti des marges de manœuvre prévues dans les ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) de l'Organisation mondiale du commerce et de renforcer leurs compétences à cette fin ;

Point 3 de l'ordre du jour : Efficacité de l'action multilatérale sur le SIDA

8. Prenant acte des progrès réalisés dans l'application des « Trois Principes » au niveau pays, des actions des partenaires multilatéraux dans la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, et réaffirmant le rôle du Secrétariat de l'ONUSIDA dans la coordination du soutien international apporté à la riposte nationale au SIDA pour assurer des progrès efficaces et rapides vers l'accès universel, le Conseil de Coordination du Programme :

8.1 Demande instamment à tous les partenaires de respecter pleinement les engagements liés aux « Trois Principes » et les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion ;

8.2 Demande instamment à tous les partenaires de faire en sorte que la fourniture de soutien technique et financier aux ripostes nationales concernant le SIDA soit pleinement harmonisée et alignée conformément aux « Trois Principes » et aux Déclarations de Rome en 2003 et de Paris en 2005 sur l'efficacité de l'aide ;

8.3 Demande instamment à l'ONUSIDA et à ses partenaires d'appuyer la finalisation et le pilotage de directives et de fournir des ressources pour soutenir la participation de la société civile à la mise en œuvre des « Trois Principes » et pour assurer des ripostes nationales au SIDA renforcées par le biais d'une action des parties prenantes plus inclusive et mieux coordonnée ;

8.4 Demande aux Coparrainants et au Secrétariat de l'ONUSIDA, et invite le Fonds mondial et d'autres partenaires du développement, d'accélérer la mise en œuvre des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion en tant que réponse concrète à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies en faveur de plus de cohérence au sein du système des Nations Unies tout entier et d'accorder une attention spéciale au « deuxième principe » - l'autorité nationale de coordination. L'autorité nationale de coordination doit, avec l'assistance de l'ONUSIDA, prendre la tête des efforts visant à réduire le chevauchement des activités des Mécanismes de coordination dans les pays et des autorités nationales de coordination, afin de conserver les meilleurs éléments des deux (en particulier, la nature inclusive des Mécanismes de coordination dans les pays), et d'envisager éventuellement des fusions ;

8.5 Demande aux membres du Conseil de Coordination du Programme et à l'ONUSIDA d'appuyer le débat dans les conseils d'administration concernés (Banque mondiale et Fonds mondial) sur les conclusions du rapport Shakow sur les

programmes de lutte contre le VIH/SIDA du Fonds mondial et de la Banque mondiale ;

8.6 Demande aux Coordonnateurs résidents des Nations Unies, conformément à la lettre du 12 décembre 2005 du Secrétaire général, d'établir rapidement dans leurs pays respectifs une Equipe commune des Nations Unies sur le SIDA avec un Programme d'Appui commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA et un budget consolidé pour le SIDA, conformément aux décisions prises par le Conseil de Coordination du Programme à sa 17^e réunion, et de ce faire en harmonie avec les efforts plus vastes de cohérence du système de développement des Nations Unies au niveau des pays ;

8.7 Approuve la Répartition des tâches en matière d'appui technique de l'ONUSIDA, son adaptation aux réalités nationales et sa mise en œuvre par les Equipes des Nations Unies dans les pays et les Equipes conjointes des Nations Unies sur le SIDA, comme base pour fournir un appui technique des Nations Unies à la riposte nationale au SIDA, exhorte les Coparrainants de l'ONUSIDA à éliminer tout chevauchement rémanent à la lumière de l'expérience acquise au niveau des pays lors de la mise en œuvre de la répartition des tâches ; et recommande en outre qu'il soit fait rapport d'une évaluation indépendante de la mise en œuvre de la Cellule mondiale de réflexion au niveau des pays au CCP en décembre 2006 ;

8.8 Entérine les approches complémentaires pour l'accroissement de l'appui technique de l'ONUSIDA aux programmes nationaux de lutte contre le SIDA – telles qu'elles figurent dans le document préparé pour le point 3 de l'ordre du jour – notamment par le biais de la mobilisation par l'ONUSIDA de US\$ 40 millions supplémentaires pour la période biennale 2006-2007 en tant que composante interinstitutions du Budget-plan de travail intégré, et de l'utilisation accrue du mécanisme des Fonds d'accélération programmatique, et recommande que l'ONUSIDA rende compte de l'affectation de ces ressources aux niveaux mondial, régional et national, en indiquant la ventilation des allocations au prestataire de soutien technique et au bénéficiaire ;

8.9 Recommande que les Coparrainants de l'ONUSIDA, le Secrétariat de l'ONUSIDA et le Fonds mondial collaborent étroitement pour renforcer les liens entre les Installations pour l'appui technique, les mécanismes d'appui technique des Coparrainants, l'Equipe mondiale mixte chargée de résoudre les problèmes – notamment les mécanismes qui y sont liés au niveau pays – et le système d'Alerte et de réponse rapide du Fonds mondial pour assurer la fourniture rapide d'appui technique afin de débloquer les obstacles à la mise en œuvre ;

8.10 Recommande que les partenaires participant à l'Equipe mondiale mixte chargée de résoudre les problèmes soutiennent son président et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans leurs activités efficaces et efficientes ;

8.11 Recommande en outre la participation d'autres partenaires du développement, à savoir les institutions bilatérales et les ONG, en tant que de besoin, à l'Equipe mondiale mixte chargée de résoudre les problèmes ;

8.12 Exhorte l'ONUSIDA à assurer la participation de la société civile au pilotage de l'Outil d'évaluation de l'harmonisation au niveau pays, dans plusieurs pays, et

demande à l'ONUSIDA de présenter les résultats de ces expériences pilotes pour examen lors de la réunion thématique du Conseil de Coordination du Programme en décembre 2006.

Point 4 de l'ordre du jour : Budget-plan de travail intégré (BPTI) : Financement du rôle de l'ONUSIDA dans la riposte multilatérale

9. Le Conseil de Coordination du Programme :

9.1 Entérine le Cadre de suivi et d'évaluation des résultats du budget-plan de travail intégré 2006-2007 pour renforcer la gestion basée sur les résultats du Programme commun – notamment son envergure, ses approches et ses mécanismes – et se réjouit de recevoir les rapports élaborés dans le contexte du Cadre ;

9.2 Approuve la révision des Résultats clés des Coparrainants de l'ONUSIDA et du Secrétariat contenus dans le Budget-plan de travail intégré 2006-2007 ainsi que la reprogrammation prévue des ressources au sein du budget approuvé, afin de prendre en compte les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion et d'autres initiatives récentes ;

9.3 Approuve l'amendement proposé au Budget-plan de travail intégré 2006-2007 afin d'inclure une nouvelle ligne budgétaire supplémentaire dans la section « interinstitutions » d'un montant de US\$ 40 millions, spécifiquement consacrée à la fourniture d'appui technique aux pays ;

9.4 Entérine la proposition d'élaboration du Budget-plan de travail intégré 2008-2009, et se félicite de l'examen du plan de transition pour le Budget-plan de travail intégré lors de sa 19^e réunion en décembre 2006, qui devrait prendre en compte les implications de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA de 2006.

Point 5 de l'ordre du jour : Gouvernance de l'ONUSIDA : examen du fonctionnement du Bureau du CCP

10. Le Conseil de Coordination du Programme :

10.1 Entérine le fonctionnement continu du Bureau du Conseil de Coordination du Programme, sans modifications de son rôle, de ses fonctions ou de la composition de ses membres ;

10.2 Demande au Bureau d'améliorer encore sa visibilité et sa transparence en préparant un plan de travail annuel et en le mettant à la disposition des Membres du CCP et des Etats observateurs ; et en mettant les résultats de ses réunions à la disposition des Membres du CCP et des Etats observateurs.

Point 6.1 de l'ordre du jour : Rapports financiers

11. Notant avec satisfaction le rapport financier et les états financiers contrôlés pour l'exercice 1^{er} janvier 2004-31 décembre 2005 ainsi que le rapport du commissaire aux comptes indépendant, et prenant acte des informations intermédiaires en matière de gestion financière pour la période biennale 2006-2007 et la mise à jour financière au 30 avril 2006, le Conseil de Coordination du Programme :

11.1 Note les opinions des Commissaires aux comptes indépendants déclarant que les états financiers contenus dans le Rapport financier pour la période biennale 2004-2005 présentent équitablement les comptes de l'ONUSIDA et les résultats de ses opérations et sont conformes aux règles comptables et à l'autorité législative ;

11.2 Approuve la proposition du Directeur exécutif d'utiliser US\$ 20 millions des fonds reportés de 2004-2005 pour couvrir les coûts des investissements supplémentaires dans les technologies de l'information et la collecte d'information, ainsi que pour des activités stratégiques prioritaires de l'Equipe mondiale mixte chargée de résoudre les problèmes, des Installations pour l'appui technique de l'ONUSIDA et de l'appui du système des Nations Unies à l'élargissement vers l'accès universel ; et

11.3 Exhorte les gouvernements donateurs et autres à mettre à disposition leurs contributions au Budget-plan de travail intégré pour 2006-2007 dès que possible, s'ils ne l'ont pas encore fait.

Point 6.2 de l'ordre du jour : Déclaration du représentant de l'association du personnel de l'ONUSIDA

12. Le Conseil de Coordination du Programme :

12.1 Prend acte de la déclaration du représentant de l'association du personnel de l'ONUSIDA.

12.2 Demande au Secrétariat de l'ONUSIDA de faire part au Conseil des résultats de l'enquête effectuée auprès du personnel de Genève et des pays par le Secrétariat de l'ONUSIDA, de même qu'un rapport sur le suivi des préoccupations exprimées par le personnel.

Point 7 de l'ordre du jour : Prochaines réunions du CCP

13. Le Conseil de Coordination du Programme :

13.1 Décide que la 19^e réunion du CCP aura lieu les 7-8 décembre 2006 en Zambie ;

13.2 Décide en outre qu'en principe la 20^e réunion du CCP se tiendra les 26-27 juin 2007 à Genève, que la 21^e réunion se tiendra les 24-25 juin 2008 à Genève, que la 22^e réunion se tiendra les 9-10 décembre 2008 dans un lieu à confirmer, et que la 23^e réunion se tiendra les 23-24 juin 2009 à Genève.

Point 8 de l'ordre du jour : Autres questions

Aucune décision n'est prévue.

Point 9 de l'ordre du jour : Adoption des décisions, recommandations et conclusions

14. Le Conseil de Coordination du Programme adopte les décisions, recommandations et conclusions de la 18^e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA.
-